

## A Paris et à Bruxelles, la même idéologie aveugle contre l'automobile

Les milliers d'automobilistes coincés dans les bouchons parisiens auront certainement été ravis d'apprendre que de nouvelles restrictions à la circulation dans la capitale ont été mises en place, ce début novembre, pour préserver la planète et donner toute leur place aux « mobilités douces ». Dussent-elles devenir de rudes immobilités.

C'est le dernier épisode en date de la lutte d'Anne Hidalgo contre l'automobile. Quatre arrondissements parisiens, au cœur de la ville-monde, ont été interdits à quiconque veut les traverser en voiture, quel que soit le motif. Pour pénétrer dans cette immense zone centrale, ressemblant curieusement à une huître hermétiquement fermée, il faut désormais un motif, une excuse. Y compris celle d'y

habiter ou d'y travailler. Mais il faudra pouvoir le prouver. Et peu importe le coût économique de tout cela. On imagine la joie, dans leurs bureaux de l'administration municipale, des zélés agents de protection de la douceur peaufinant la liste des justificatifs que tout automobiliste devra produire. Fâcheux souvenir des temps de confinement, sauf qu'il faudra là s'excuser d'entrer, pas de sortir.

A peu près au même moment, l'industrie automobile est menacée de milliards d'euros d'amendes imaginées par l'Europe contre les constructeurs en retard dans la production de véhicules électriques que les acheteurs ne se bousculent toujours pas pour acheter. La voiture voit son avenir se dérober sous ses roues, les sous-traitants, les fournisseurs, les Valeo, les Michelin, lancent des plans

sociaux, ferment des usines. Conscient de la menace, le gouvernement va tenter de faire modifier à Bruxelles le régime de sanctions dont seraient redevables les constructeurs automobiles. Il est temps. Mais qui réhabilitera l'idée, à Paris comme ailleurs, que la voiture est un synonyme de liberté, pas de destruction?

Nicolas Beytout  
@nicolasbeytout

Les récentes déclarations du gouvernement Barnier laissent présager un recul des ambitions environnementales européennes, alors que Paris était moteur au sein de l'UE

## Pacte vert européen: la France appuie sur le frein

### Marche arrière toute!

Le ministre de l'Economie Antoine Armand a défendu lundi à Bruxelles une revue des sanctions prévues en 2025 pour les constructeurs automobiles n'atteignant pas les objectifs intermédiaires de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>. La Commission européenne a répondu que c'était prématuré.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

LA FRANCE EST CONNUE à Bruxelles comme un fer de lance des ambitions environnementales qu'elle a poussées à travers le pacte vert européen, un ensemble de mesures visant à engager l'UE sur la voie de la transition écologique votées ces dernières années. Cette réputation tiendra-t-elle longtemps avec le nouveau gouvernement? Antoine Armand, le ministre de l'Economie, veut revoir les amendes que les constructeurs automobiles seront censés payer s'ils ne réussissent pas à vendre assez de voitures électriques en 2025. Elles représentent des milliards

d'euros au niveau européen et des centaines de millions d'euros côté français. Il y a quinze jours, lors du Mondial de l'auto, le ministre a salué les efforts des groupes français et promis qu'il n'était « pas envisageable que des sanctions soient prononcées ». La France explore ainsi « toutes les flexibilités - en coalition avec [ses] partenaires européens » pour éviter ces amendes. Lundi, le ministre a réitéré sa demande d'abord dans un entretien accordé aux *Echos*, puis de vive voix auprès de ses homologues européens à Bruxelles. Il demande à la Commission une solution pour que les



constructeurs qui ont investi dans l'électrification n'aient pas à payer.

Pour Bruxelles, cette demande est « prématurée ». « On ne peut préjuger de ce que sera la situation de marché en 2025 », indique un porte-parole de la Commission, qui rappelle que les objectifs 2025 « ont été adoptés par les législateurs en 2019 », un calendrier qui laissait le temps aux industriels de se préparer. D'ailleurs, Stellantis, au contraire de

Renault, est prêt à atteindre l'objectif fixé par Bruxelles. Pour rappel, celui-ci table sur une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de la flotte neuve européenne de 15% par rapport à 2021. Ce qui correspond à une voiture électrique sur cinq véhicules vendus, selon les industriels. L'objectif peut aussi être atteint par le biais des véhicules hybrides ou thermiques, plus petits et moins voraces en termes de consommation. Les entreprises peuvent aussi s'or-

ganiser en groupement pour mutualiser leurs efforts.

Antoine Armand ne s'arrête pas là: il veut également revoir « le nombre d'entreprises concernées et d'indicateurs obligatoires » dans le règlement européen sur les normes extra-financières (CSR), entré en vigueur en janvier 2024. La France avait poussé pour cette régulation dans le cadre de sa pré-

Page 2

## Une réunion commune des alliés de Michel Barnier? Mince, encore raté!

### Couac

ILS SOUTIENNENT TOUS Michel Barnier mais n'ont toujours pas réussi à se parler. Un projet de réunir les députés des groupes Ensemble pour la République (EPR), MoDem, Horizons et Droite républicaine a échoué lundi. L'idée n'a pas vécu plus d'une demi-journée.

Comme tous les lundis matin, les secrétaires généraux des groupes du « socle commun » se retrouvent à Mâtignon. Semaine après semaine, le constat est le même: la « majorité » de Michel Barnier souffre d'un manque de coordi-

nation. Est alors émise l'idée d'organiser un « inter-groupe » avec l'ensemble des députés du « socle commun ». De retour à l'Assemblée, l'entourage de Gabriel Attal partage le projet avec le bureau du

groupe EPR. Dans le même temps, l'ex-Premier ministre propose à ses homologues de l'ex-majorité, Laurent Marcangeli (Horizons) et Marc Fesneau (MoDem) de participer à une réunion à 16 h 30

l'après-midi même. Celle-ci permettra de valider le principe d'une réunion « inter-groupe » et son périmètre (faut-il inviter les députés de Laurent Wauquiez?).

Patatras, quelques minutes après cette invitation, La Chaîne parlementaire annonce la tenue d'une réunion « inter-groupe » la semaine prochaine à l'initiative de Gabriel Attal. Les présidents des groupes MoDem et Horizons prennent mal cette fuite. Gabriel Attal s'excuse. Son entourage assure qu'il s'agit d'un malentendu et d'une divulgation totalement involontaire. La réunion de 16 h 30, lundi, n'a finalement pas eu lieu.

Du côté de la Droite républicaine, on exclut de participer à un tel intergroupe. « Nous soutenons un même gouvernement, donc quand il réunit ses soutiens nous y participons volontiers, mais il ne s'agit pas d'une coalition parlementaire. Il n'y a pas lieu de constituer un inter-groupe », tranche un proche de Laurent Wauquiez. Que disait Michel Barnier au même moment à ses ministres en séminaire? Il faut plus de solidarité et d'unité.

Matthieu Deprieck  
et Christine Ollivier  
@mdeprieck  
@Chr\_Ollivier

### Les meetings de Trump, la fin d'un ère



Plus de 560 au compteur, des millions de spectateurs et toujours la même star en tête d'affiche. Depuis 2016, le républicain aura été en campagne sans interruption. Tout comme sa rivale démocrate, il a choisi la Pennsylvanie pour tenir son dernier grand rendez-vous, avant l'élection ce mardi.

Page 5

### Seniors: la retraite progressive gagne du terrain

Au fil des séances de négociations en cours, patronat et syndicats trouvent une voie de passage pour étendre ce dispositif Page 3

### Déficit: un problème de dépenses ou de recettes?

Les impôts ont diminué depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron. Pour rééquilibrer, certains voudraient hausser la fiscalité Page 4

### En Allemagne, Scholz s'active pour sauver son gouvernement

Le chancelier sollicite les têtes de sa coalition après une série de propositions chocs de ses partenaires libéraux Page 7



# Pacte vert européen : la France appuie sur le frein

## ●●● Suite de la page 1

sidence tournante de l'UE et c'est le premier pays à l'avoir appliquée. Le Premier ministre Michel Barnier a donc choqué les pro-européens de France et d'ailleurs, lorsqu'il a prôné, le 20 octobre dans *le JDD*, une « forme de moratoire » sur la transposition du droit européen et notamment de la CSRD. Une idée « illégale qui signifiait la fin de la construction européenne, ce que Michel Barnier sait parfaitement. Il a d'ailleurs rétro-pédalé dans la journée », commente Pascal Canfin, eurodéputé et chef de file des ambitions écologiques de Renew.

Comment interpréter ces reculades ? La France est normalement du côté très ambitieux sur le climat, notamment sur la décarbonation de l'énergie (c'est facile avec le nucléaire) et sur la préservation de la nature, sauf quand cela touche à l'agriculture », remarque un fonctionnaire bruxellois. Ces derniers mois, les demandes de revue anticipée ou de reports d'applications de textes climatiques et environnementaux sont plutôt venues d'Allemagne (CDU-CSU, libéraux et même le ministre écolo de l'économie Robert Habeck) et d'Italie, qui a demandé une revue plus tôt que prévu du règlement sur l'interdiction des moteurs thermiques. La France tenait bon. Dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2022, Emmanuel Macron avait promis, depuis Marseille : « La politique que je mènerai dans les cinq ans à venir sera écologique ou ne sera pas ».

Arrive à Matignon Michel Barnier, issu du Parti populaire européen (PPE), la première fa-

**Au Conseil, il restera peu d'Etats pour défendre l'écologie : l'Espagne socialiste de Pedro Sanchez, les pays scandinaves et nordiques, où l'extrême droite monte...**

mille politique du continent, qui prônait dans la campagne pour les Européennes une pause sur les réglementations environnementales et une revue de l'objectif d'interdiction des moteurs thermiques à horizon 2035. « Nous devons garder une approche ambitieuse, mais rendre la mise en œuvre aussi raisonnable et pratique que possible », indique à l'Opinion Manfred Weber, président du PPE au Parlement européen. Le groupe conservateur de centre droit « invitera à un sommet sur l'automobile à Bruxelles en novembre, nous ne laisserons pas notre industrie seule ». Exactement le discours français désormais.

**Détricotage.** « La France ne se positionne plus du côté des pays qui prétendaient essayer de pousser le pacte vert, regrette David Cormand, président de la délégation française des écologistes au Parlement européen. C'est la triple peine : le centre de gravité du Parlement est devenu écolo-hostile avec la montée de la droite et de l'extrême droite ; la Commission offre très peu de garanties et d'ambitions en matière de pacte vert, qui n'existe même plus dans les portefeuilles et a été remplacé par le "pacte pour l'industrie propre" ; et au Conseil, les pays producteurs de voitures (Allemagne, Italie, France) lâchent l'affaire. C'est un mauvais signal politique de la France, un mauvais signal pour l'écologie, et une faute industrielle majeure ». Au Conseil, il restera peu d'Etats pour défendre l'écologie : l'Espagne socialiste de Pedro Sanchez, les pays scandinaves et nordiques, où l'extrême droite monte...

« C'est vrai que les ventes de véhicules électriques baissent fortement depuis le début de l'été, mais les constructeurs automobiles ont gardé leur profitabilité, ajoute François Kalfon, eurodéputé PS et membre de la commission transport au Parlement européen. Au moment où il faudrait tenir tous les engagements du pacte vert, comme le rappellent les inondations en Espagne, à la première bifurcation possible depuis sa formation, le gouvernement prend la mauvaise direction. Et il propose de rogner la prime à l'achat de véhicules électriques ».

Au gouvernement, on nie tout détricotage. « Il n'y a absolument pas de recul ni de volonté de recul », insiste l'entourage d'Antoine Armand. Pour Pascal Canfin, « la France n'est pas, et de loin, la plus "détricotée" en Europe ». Par exemple, elle n'a pas signé la lettre de onze pays demandant un report du règlement déforestation et ne remet pas en cause la fin du moteur thermique en 2035. Mais l'eurodéputé aurait préféré se concentrer sur le soutien de la demande et attendre 2025 pour se pencher sur les sanctions. Il



SIPA PRESS

« Il n'y a absolument pas de recul ni de volonté de recul », insiste l'entourage d'Antoine Armand, le ministre de l'Économie.

avertit : « Le gouvernement français doit faire attention à ce que ses prises de parole ne soient pas perçues dans le registre du détricotage. Soit on est là pour régler pragmatiquement les problèmes lorsqu'ils se posent sans changer de cap, sur la CSRD et les voitures notamment ; soit le gouvernement considérerait d'entrer dans le camp de ceux qui veulent faire de la politique en tapant sur le pacte vert. Je ne pense pas qu'on en soit là à ce stade. Si c'était le cas, cela remettrait en cause l'héritage de ces dernières années ».

Certes, on entre dans la phase de mise en œuvre, la plus douloureuse, de lois qui sont des premières mondiales. N'importe quel gouvernement serait confronté aux tentations et nécessités de quelques ajustements et reports, un moindre mal si les principaux jalons sont maintenus. Cela tiendrait, si Michel Barnier avait rassuré sur ses ambitions écologiques.

@JadeGrandin X

## Mais où est la demande en énergie bas carbone ?

COMBIEN DE NUCLÉAIRE, d'éoliennes et de panneaux solaires ? Combien de voitures électriques ? Le texte de la loi de programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) précisant la politique énergétique française dans les années à venir, accompagné d'un autre texte sur la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC), ont enfin été rendus publics par le gouvernement lundi. Ils sont mis en consultation jusqu'au 15 décembre.

La PPE et la SNBC « traduisent le rehaussement de l'ambition climatique et énergétique de la France, en cohérence avec les objectifs européens inscrits dans le pacte vert européen. Ils doivent permettre à la France de réduire ses émissions brutes de 50% entre 1990 et 2030 et nettes de près de 55% sur la même période », rappelle le ministère de la Transition écologique. Les projets « s'appuient sur un important travail de modélisation permettant de s'assurer de la faisabilité du scénario de transition climatique et énergétique envisagé, et ce pour tous les secteurs d'activité. Ils prévoient en particulier une stratégie de développement de la mobilité propre », alors que le secteur des transports est le plus émetteur (totalisant 34% des émissions du pays).

« Fatalité ». C'est là que le bât blesse. L'électrification des véhicules est beaucoup moins rapide que prévu en France et plus largement en Europe. Le mois dernier, sur un marché français globalement en berne (-11%), les modèles électriques n'ont représenté que 15% des ventes (20899 modèles seulement) contre près de 17% l'an dernier à la même époque, précise la Plateforme automobile (PFA). « Il n'y a pas de fatalité à cela, veut croire Agnès Pannier-Runacher, qui s'est exprimée le 3 octobre lors du Grand Rendez-vous-Europe 1 CNews-Les Echos. En Chine, les voitures électriques c'est 50%, en Norvège c'est

80% ». En lançant la concertation ce lundi, elle a toutefois reconnu que « le secteur des transports est singulièrement difficile à décarboner ».

En attendant de trouver des solutions, le gouvernement français est contraint de demander à Bruxelles de décaler les sanctions visant les constructeurs automobiles européens qui n'ont pas atteint les objectifs sur les émissions de CO<sub>2</sub> en 2025, a annoncé Antoine Armand, le ministre

**« Une préoccupation essentielle est que les "transferts d'usage" (véhicules électriques, pompes à chaleur...) tardent à dynamiser la demande, alors qu'ils sont essentiels pour accélérer la transition et gagner en souveraineté »**

de l'Économie, dans une interview aux *Échos* publiée le 4 novembre. La ministre de la Transition écologique était, elle, à Cali, pour la COP16 biodiversité, lorsque la décision a été prise. Elle aurait demandé que la « punition » soit levée pour cette année seulement mais pas pour la suite. Sinon, comment décarboner les transports et atteindre les objectifs fixés par la SNBC3 ?

**Investissements massifs.** Et s'il n'y avait que la voiture... Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande d'électricité en Europe a timidement augmenté au début de 2024 (+1%), après deux baisses annuelles d'environ 3%. La France ne fait pas exception avec un recul qui atteint les 10% certains mois par rapport à 2019. « Si ce recul traduit des efforts bienvenus de sobriété, il est inquiétant dans les secteurs écono-intensifs (acier, aluminium, verre...) dont la consommation électrique est encore près de 15% sous le niveau de 2019. La France s'en sort relativement mieux que l'Allemagne, mais le déficit de compétitivité avec les Etats-Unis s'est accru dans toute l'Europe. Une préoccupation essentielle est que les "transferts d'usage" (véhicules électriques, pompes à chaleur...) tardent à dynamiser la demande, alors qu'ils sont essentiels pour accélérer la transition et gagner en souveraineté » a expliqué l'économiste Patrice Geoffron à l'Opinion.

Comme l'a indiqué RTE, l'objectif est de passer de consommations électriques qui passent aujourd'hui 27% de l'énergie en France, à 34% en 2030 puis à 60% en 2050. Dans la PPE et la SNBC, les prévisions sur la demande d'électricité ne tiennent pas compte du scénario plus lent en train de se dessiner. Les objectifs sont donc loin d'être gagnés, d'autant que la transition ne se fera pas sans investissements massifs. Ce qui nécessite de gros moyens et donc... un secteur électrique dynamique. RTE, le gestionnaire du réseau, a récemment chiffré à 100 milliards d'euros les besoins d'investissement dans ces seuls réseaux d'ici à 2040. Il faut remplacer des lignes obsoletes, s'adapter au changement climatique, protéger les postes électriques des inondations... La faiblesse de la demande électrique, qui s'explique aussi par la conjoncture déprimée, est un gros grain de sable dans les dispositifs présentés lundi.

Irène Inchauspé et Muriel Motte

@inchauspe X  
@murielmotte X



SIPA PRESS

La ministre de la Transition écologique Agnès Pannier-Runacher reconnaît que « le secteur des transports est singulièrement difficile à décarboner ».

M.M.

## Atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, une route encore très longue

DANS SON DERNIER « Energy Outlook », TotalEnergies fait des prévisions de réchauffement de la planète en tenant compte de la trajectoire de décarbonation des différents pays mais aussi en anticipant les développements technologiques et les politiques publiques en fonction des tendances actuelles. Il n'y a pas de miracle, dans ce scénario « Trends », la hausse de la température est estimée entre 2,6° et 2,7° d'ici à 2100, supérieure à l'objectif de l'Accord de Paris (+2°, et idéalement +1,5° par rapport à l'ère préindustrielle).

La bonne nouvelle, si l'on peut dire, c'est qu'à ce stade « on n'imagine pas pire que Trends », sourit Aurélien Hamelle, directeur général de la stratégie et du climat chez TotalEnergies. L'éventuelle élection de Donald Trump apparaît comme une menace, mais « nous nous sommes appuyés sur le cadre de

**Partout dans le monde, « tous les leviers de décarbonation doivent être activés afin de rester sous les 2° », insiste Aurélien Hamelle, directeur général de la stratégie et du climat chez TotalEnergies**

l'inflation reduction Act (IRA) qui soutient l'investissement privé dans les technologies bas carbone. Il faudrait un accord des deux chambres du Congrès pour modifier l'IRA, ce qui n'est pas évident. Sachant par ailleurs qu'un certain nombre de districts Républicains profitent de cette loi », poursuit-il.

Pour faire mieux que Trends, en revanche, beaucoup d'efforts seront nécessaires. Le plus simple serait de déployer les technologies bas carbone qui existent déjà - pompes à chaleur résidentielles, véhicules électriques légers, remplacement du charbon par les renouvelables et le gaz dans la production d'électricité, sans oublier le « clean cooking » : la cuisine au charbon dans les pays émergents

gène 1,5 milliard de tonnes de CO<sub>2</sub> par an, précise Aurélien Hamelle. En fait, ce n'est pas si simple. Par exemple, « l'électrification des transports accélère en Chine mais elle ne progresse pas aussi vite que souhaité en Europe, et elle est lente aux Etats-Unis, ce qui décale la vision du pic pétrolier », commente le directeur de la stratégie de la major.

« Momentum ». Par ailleurs, compte tenu de l'inertie du parc automobile, l'Europe comptera toujours 20% de véhicules thermiques en 2050, même si l'obligation de vendre 100% de voitures électriques en 2035 s'impose effectivement. Dans le scénario Trends, le pic pétrolier ne devrait pas survenir avant 2035, et après plusieurs années de plateau, la décroissance de la consommation d'or noir sera lente. TotalEnergies table sur 90 millions de barils en 2050, sachant qu'elle devrait atteindre environ 104 millions de barils cette année...

On le sait déjà, la clé pour passer à des scénarios plus ambitieux en matière climatique est la décarbonation dans la génération d'électricité, doublée de l'électrification des usages. Dans tous les cas de figure, l'énergie utile augmente car l'électricité entraîne moins de pertes de conversion ou de rendement. Si l'Occident et la Chine sont lancés - chacun à son rythme - dans cette course, une grande partie de l'effort pèse sur les épaules de l'Inde et du Sud global. Dans le scénario « Rupture », le plus optimiste, la part de l'électricité dans la consommation finale d'énergie en Inde passe de 17% en 2022 à 44% en 2050 (et de 15% à 37% pour le Sud global). L'Accord de Paris pourrait alors être atteint, avec une hausse de la température mondiale limitée à +1,7°, +1,8°.

Partout dans le monde, « tous les leviers de décarbonation doivent être activés afin de rester sous les 2° », insiste Aurélien Hamelle. Le soutien au Sud global en fait partie car si cette région très peuplée (3,7 milliards d'habitants en 2022) se développe sans se verdir suffisamment, la planète atteindra au mieux le scénario intermédiaire « Momentum », marqué par un réchauffement compris entre 2,2° et 2,3°. Ce qui nous ferait manquer l'objectif de Paris.



Au fil des séances de négociations en cours, organisations patronales et syndicats trouvent à petits pas une voie de passage pour étendre ce dispositif

## Emploi des seniors : l'élargissement de la retraite progressive fait son chemin

### En suspens

Lundi 4 novembre, les négociateurs des huit organisations syndicales et patronales se retrouvaient pour ce qui doit être l'avant-dernière séance de négociation sur l'emploi des seniors. **L'objectif est de fixer des mesures pour renforcer l'emploi des seniors après le décalage de deux ans de l'âge légal de départ à la retraite.**

Sarah Spitz

LE SUJET AVAIT FANÉ au printemps, il fleurit à nouveau cet automne : la question de l'accès à la retraite progressive est débattue par les organisations patronales et syndicales qui se retrouvaient ce lundi pour négocier leur accord sur l'emploi des seniors. C'est « le » sujet de blocage des discussions, sur lequel ils avaient déjà buté en avril, qui pourrait cette fois se dénouer dans la dernière ligne droite avant la mi-novembre, date prévue de la fin des pourparlers.

Le dispositif permet à un salarié senior de travailler à temps réduit tout en touchant une partie de sa pension de retraite pour compenser la perte de revenu subie. Pour y avoir accès, le salarié doit avoir validé 150 trimestres et être à deux ans de l'âge légal de départ à la retraite. Celui étant désormais de 64 ans, l'âge à partir duquel on est éligible à ce système est de 62 ans. Pendant cette période, le salarié continue de cotiser pour sa retraite.

Les syndicats poussent pour étendre le plus possible ce dispositif qui permet de faire une transition « douce » vers la retraite. Dans une enquête menée pour l'Ugict CGT, la fédération des cadres de la centrale de Montreuil, 83% des cadres interrogés en septembre disaient vouloir bénéficier de ce droit.

Pourtant, aujourd'hui, le dispositif est très peu utilisé : moins de 27 000 personnes étaient en retraite progressive fin 2023, selon les chiffres de la Sécurité sociale. La réforme des retraites ouvre l'éligibilité aux non-salariés (indépendants, fonction publique...) et limite le droit d'un employeur à s'y opposer (à condition que cela ne soit pas incompatible avec l'activité économique de l'entreprise). Mais le développement de ce dispositif se heurte à plusieurs limites.

D'abord, il est peu connu : une enquête menée par la DREES en 2020 révélait que seulement un tiers des nouveaux retraités connaissent le dispositif, 39% n'en ont jamais entendu parler.

**Opposabilité.** Ensuite, comme le soulignait la Caisse nationale d'Assurance vieillesse dans une note de février 2024, les démarches administratives peuvent décourager un senior de se lancer dans le dispositif si ce n'est que pour quelques mois. Les syndicats ont réussi à faire avancer le patronat sur ce point : ce dernier a donné son feu vert la semaine dernière à l'une des demandes syndicales qui consiste à ouvrir l'accès à la retraite progressive à 60 ans, au lieu de 62 ans, le nombre de 150 trimestres requis étant maintenu. Un « vrai marqueur pour les organisations syndicales » a jugé Patricia Drevon, négociatrice pour Force ouvrière. Et pour cause : avancer de deux ans l'âge d'accès à ce dispositif est pour eux une manière

symbolique de réduire la portée de la réforme des retraites qui, elle, reporte de deux ans l'âge légal de départ en retraite.

En revanche, cela a un coût : 300 millions d'euros par an aux régimes général et complémentaire de retraites. Si les partenaires sociaux peuvent chercher des économies pour compenser, certains voient un signe de bonne volonté du côté de l'exécutif dans l'évocation du dispositif par le Premier ministre dans sa déclaration de politique générale, le 1<sup>er</sup> octobre.

Pour élargir d'autant plus son usage, certains syndicats réclament aussi de rendre ce droit opposable. Autrement dit, ils ne veulent pas qu'un employeur puisse s'opposer à une telle demande de la part de leur salarié. La mesure figurait en bonne place dans une liste de revendications portée par l'intersyndicale lorsque le sujet avait été abordé la dernière fois, lors des pourparlers de printemps.

Pour le patronat, c'est une ligne rouge. « On veut garder la possibilité pour un chef d'entreprise d'organiser correctement son business », expliquait Eric Chevée, négociateur pour la CPME, fin octobre. Depuis, le patronat est allé (un peu) plus loin, il propose dans son projet de texte de renvoyer « les modalités de recours à la retraite progressive » dans les négociations dans les entreprises et les branches professionnelles.

En face, ces avancées sont jugées trop maigres du côté de la CGT, qui « a l'impression de perdre son temps et de redire toujours la même chose », jugeait Sandrine Mourey, lundi soir. « Est-ce que ce sera utile ? Je n'y crois pas », abonde Jean-François Foucard de CFE-CGC. Force ouvrière tente de son côté d'aller un peu plus loin : « un peu d'opposabilité au moins pour certaines catégories de salariés », par exemple pour les seniors qui ont un travail pénible, demande Patricia Drevon. Réponse du camp patronal : « non ». En revanche, la CFDT a lâché du lest sur cette revendication et n'en fait pas « un casus belli », explique son négociateur Olivier Guivarch. Même chose pour la CFTC qui, elle, préférerait mieux cadrer les conditions de refus.

Ils en reparleront le 14 novembre, pour ce qui doit être la dernière séance de négociation.

@sarah\_spritz



SIPA PRESS

La retraite progressive permet à un salarié senior de travailler à temps réduit tout en touchant une partie de sa pension de retraite pour compenser la perte de revenu subie.

Le garde des Sceaux a profité de sa maîtrise des finances publiques pour « sanctuariser » certaines de ses ressources

## Budget de la Justice: Didier Migaud, le ministre qui valait 250 millions

### Force de l'âge

Le ministre de la Justice, qui a obtenu une rallonge de 250 millions de crédits dans le budget 2025, est auditionné mardi par la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Marie-Amélie Lombard-Latune

QUAND ON SE FROTTE à Didier Migaud dans une négociation budgétaire, mieux vaut avoir affûté ses arguments, sourit-on place Vendôme après avoir obtenu 250 millions d'euros de rallonge dans le projet de loi de finances 2025. En matière de chiffres, on ne promènerait pas impunément l'ancien président de la Cour des comptes et ex-concepteur de la Lolf (loi organique relative aux finances publiques).

Dans le projet de budget initial, près d'un demi-milliard (487 millions) d'économies étaient pourtant annoncées cet été. Un coup de rabot qui avait provoqué cette sortie du garde des Sceaux au micro de RTL le 14 octobre : « Si on en reste à la lettre plafond [envoyée par Bercy], je ne vois pas ce que je ferais encore au gouvernement. » Une menace de démission à peine entré dans l'équipe Barnier quand son prédécesseur, Eric Dupond-Morette, se vantait d'avoir arraché ses « budgets historiques » avec les dents. En réalité, le ministre venu de la gauche avait dès le départ reçu du Premier ministre l'assurance

que la coupe serait moins sévère que prévu. « Il avait décroché une promesse de Maignon d'au moins 200 millions supplémentaires alors que Bercy jugeait que 150 à 180 millions étaient suffisants », avance un familier de la place Vendôme.

**« Engagements ».** Désormais, c'est sur le verre à moitié plein que communique Didier Migaud. Les 250 millions récupérés permettront « d'honorer tous les engagements » pris en matière d'emplois, assure-t-il à l'AFP le 31 octobre. Soit les 1 600 équivalents temps plein prévus en 2025 pour qu'à la fin du quinquennat les renforts de 1 500 magistrats, 1 200 greffiers et 1 100 attachés de justice soient bien arrivés dans les juridictions. Un solide « réarmement » obtenu par Eric Dupond-Morette et inscrit dans la loi d'orientation et de programmation pour la Justice (2023-2027). Mais, après la dissolution et des affaires courantes qui n'aidèrent pas à la mobilisation budgétaire, les crédits du ministère, qui avaient déjà été rabotés pour l'exercice 2024, avaient fondu dans la lettre plafond estivale de Gabriel Attal pour 2025.

Avec ce nouveau budget, « toute la partie RH est sanctuarisée », se félicite l'entourage de Didier Migaud. Telles ces promotions records de 470 auditeurs de justice (futurs magistrats) à l'École nationale de la magistrature. Telles aussi les mesures catégorielles promises qui permettent de grimper d'un

échelon aux greffiers ou aux surveillants de prison, une avancée très attendue depuis que deux agents de l'administration pénitentiaire ont été tués lors de l'évasion de Mohamed Amra au péage d'Incarville en mai 2024. Ce « paquet RH » vaut 100 millions. « On sauvegarde les embauches. C'est logique de préserver la sphère judiciaire et pénitentiaire quand on veut, comme le gouvernement l'assure, renforcer le régalién », constate Ludovic Friat, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats.

Mais que trouve-t-on dans la moitié vide du verre, les près de 250 millions qui manqueront quand même à la Justice ? Ce sont essentiellement les programmes immobiliers qui vont trinquer. Parmi eux, celui qui fixe l'objectif de 18 000 places de prison supplémentaires pour 2027. L'argumentaire de Didier Migaud est déjà prêt pour justifier ce ralentissement contradictoire avec l'explosion de la population carcérale (78 000 détenus pour 62 000 places). Les programmes de rénovation ou de construction de juridictions et de prisons ayant pris du retard, la pause financière annoncée n'aura pas de conséquences sur les engagements pris, selon la chancellerie. Et, surtout, le garde des Sceaux n'hésitera pas à montrer du doigt les mauvais élèves. Soit ces élus qui réclament des prisons à cor et à cri du moment qu'elles ne sont pas construites chez eux.

@malombard

Le démantèlement du transport de marchandises de la société serait la moins pire des solutions

## Fret SNCF remplacé par deux nouvelles entreprises

### Potion amère

La SNCF a annoncé ce lundi 4 novembre la naissance de deux nouvelles entités qui prendront la suite de ses activités de fret ferroviaire. Celles-ci sont frappées de « discontinuité » dans leur forme actuelle, car les autorités de la concurrence européennes estiment qu'elles ont été illégalement subventionnées par la France. **Deux entreprises devraient voir le jour le 1<sup>er</sup> janvier prochain, délestées d'une partie des contrats de Fret SNCF.**

Emmanuelle Ducros

FRET SNCF VIT SES DERNIERS MOIS. L'entreprise publique, qui assure la moitié du trafic de marchandises par le rail en France, va bien être « discontinuée », comme le ministre délégué aux Transports, François Durovray, l'a annoncé aux syndicats. Traduction : elle va être fermée, puis aussitôt rouverte en deux nouvelles entités juridiques. L'une, Hexafret, sera chargée du fret ferroviaire stricto sensu quand l'autre, Technis, assurera la maintenance des locomotives.

Comparativement à Fret SNCF, Hexalink perdra au passage 10% de ses effectifs (qui seront réaffectés au sein de la SNCF), 20% de son chiffre d'affaires et 30% de son activité. La nouvelle entreprise doit en effet rétrocéder à la concurrence 23 liaisons ferroviaires de marchandises. Elles seront réattribuées par appels d'offres à des concurrents. Par ailleurs, Hexalink sera également délestée du passif de Fret SNCF et de son contentieux avec l'UE. En janvier 2023, les autorités de la concurrence européenne s'étaient intéressées aux aides versées par la France au fret de la SNCF. En 2005, l'Etat avait été autorisé à soutenir sa restructuration, à hauteur de 1,5 milliard d'euros. Mais les aides s'étaient poursuivies jusqu'en 2019... Illégalement, selon l'Europe, qui estime qu'elles ont constitué des distorsions de concurrence pour l'accès au marché français.

**Moindre mal.** « Il y avait plusieurs façons de régler le litige, analyse Arnaud Aymé, spécialiste des transports, à la tête du cabinet Sia Partners. Soit un remboursement des aides évaluées à 5,2 milliards d'euros, ce qui aurait constitué la mort immédiate de Fret SNCF. Soit l'application de la solution mise en place pour Alitalia devenue ITA dans la douleur. A savoir un plan de discontinuité juridique pour apurer le passif, avec une mort de l'entreprise et la renaissance dans la foulée d'une nouvelle entité, deux fois plus petite. » Mais, faute de taille critique, celle-ci était condamnée à une mort lente de Fret SNCF.

« L'Etat français a fait valoir que c'était anti-écologique et contraire au Pacte vert européen, Bruxelles plaident pour que le fret ferroviaire soit intensifié, afin de réduire le bilan carbone du transport », commente Arnaud Aymé. Un argument juste : en France, le bilan carbone du fret ferroviaire est 14 fois inférieur à celui de la route.

L'Etat a donc négocié avec les autorités européennes un troisième scénario, pour lequel la SNCF a reçu une « lettre de confiance », indiquant qu'il a de bonnes chances d'être accepté par Bruxelles. Il se traduit par une « discontinuité » et d'une renaissance d'entreprise avec une diminution de périmètre moins forte. « Les syndicats ont du mal à accepter l'idée qu'un repli de l'activité limitée à 30% est, certes, une potion amère... Mais qu'il s'agit du scénario le moins pire, note Arnaud Aymé. La SNCF va continuer l'activité complexe de wagons isolés, qui n'aurait pas eu de reprendre. Elle conserve une chance de développer le fret ferroviaire en France. »

Il y a du travail. La part modale du fret ferroviaire en France est de 9%, très en deçà de la moyenne européenne de 18%. « L'Autorité de régulation des transports indiquait il y a quelques mois que les grèves de la réforme des retraites en 2023 avaient fait perdre 17% de trafic en tonnes par km à Fret SNCF, se désole Arnaud Aymé. Et au-delà du cas SNCF, le réseau français souffre toujours d'un sous-investissement qui le rend peu fiable et pousse beaucoup d'opérateurs à préférer la route. »

@emma\_ducros



# Pour le NFP, Emmanuel Macron a beaucoup diminué les impôts. Il faudrait donc un rééquilibrage via une hausse de la fiscalité

## Déficit : un problème de dépenses ou de recettes ?

### Controverse

Entre 2018 et 2023, le chef de l'Etat a présidé à une diminution des impôts de 62 milliards d'euros, soit 2,2 points de PIB.

Marc Vignaud

POUR LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE, c'est entendu. Si le déficit public a explosé en 2023 et 2024, c'est à cause des baisses d'impôts non financées d'Emmanuel Macron, comme l'a encore expliqué lundi Eric Coquerel, le président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, lors d'un colloque organisé par le média Acteurs publics à la Cour des comptes. La conclusion est toute trouvée : pour boucher le trou budgétaire, il faut d'abord relever le niveau des prélèvements obligatoires. Sur les grandes entreprises et les plus aisés, bien sûr.

L'argument n'est pas dénué de fondement. Depuis son arrivée à l'Elysée, le chef de l'Etat a présidé à une diminution des impôts de 62 milliards. Soit, une baisse de 2,2 points de PIB de 2018 et 2023, selon la Cour des comptes. Sur la même période, le taux de prélèvements obligatoires a été ramené de 44,9% à 43,2% du PIB. Soit une baisse de 1,7 point de PIB au travers, notamment, de la baisse de l'impôt sur les sociétés, la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, la transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière, la création de la flat tax à 30% ou encore la diminution des impôts de production pour les entreprises. Dans le même temps, le taux de dépenses publiques, lui, a diminué de 0,7 point depuis 2017, passant de 57,7% à 57%.

Levier. Faut-il en conclure pour autant qu'il faut utiliser le levier des impôts pour redresser les comptes ? Pour le directeur des études de l'Institut Rexecode, « la comparaison des évolutions des taux de dépenses ou de prélèvements sur le PIB entre 2017 et 2023

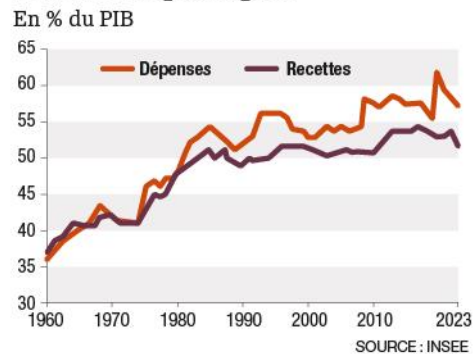
**L'ensemble des dépenses publiques sont restées stables à 57% entre 2011 et 2023, quand les prélèvements obligatoires ont légèrement progressé, passant de 42,6% à 43,2%**

pose comme norme implicite une croissance des dépenses aussi rapide que celle du PIB qui est tout sauf intuitive ».

Olivier Redoulès a fait ses propres calculs. Sur la même période, les dépenses publiques hors crédits d'impôt\* ont tout de même augmenté de 1100 euros en euros constants par habitant. Pendant ce temps, les prélèvements obligatoires, eux, diminuaient de seulement 200 euros par tête. Selon lui, il est donc « difficile d'y voir une baisse inconsidérée des impôts ».

En élargissant encore la focale à la période précédente, de 2011 à 2017, Olivier Redoulès a calculé que les impôts avaient grimpé, en euros constants, de 1576 euros par habitant quand les dépenses publiques, elles, progressaient de 595 euros... Autrement dit, les baisses d'impôts de Macron ne sont intervenues qu'après de fortes hausses de prélève-

### Evolution des dépenses et recettes publiques



ments entre la fin du mandat Sarkozy et celui de François Hollande.

Même en pourcentage du PIB, l'ensemble des dépenses publiques, y compris les crédits d'impôts, sont restées stables à 57% entre 2011 et 2023 quand les prélèvements obligatoires ont légèrement progressé, passant de 42,6% à 43,2% et restent les plus élevés de l'Union européenne.

« Exemple emblématique ». Quand on remonte à encore plus loin, depuis 2000, ce sont les dépenses publiques qui ont bondi. A l'époque, elles n'étaient que de 52,6% du PIB contre 57% en 2023. Les prélèvements obligatoires, eux, n'ont pas baissé. Ils atteignaient déjà 43,4% du PIB, très légèrement plus que l'année dernière... Sur longue période, ce sont donc bien les dépenses qui ont augmenté quand les prélèvements obligatoires, eux, sont restés à peu près stables à un niveau record en Europe.

Par ailleurs, la comparaison européenne fait clairement apparaître un surcroît de dépenses pour des services publics jugés de moins en moins performants. En 2023, l'écart avec l'Allemagne atteignait plus de 8 points de PIB et environ 7 points avec la moyenne de la zone euro, même si une partie de cette différence s'explique par des différences de périmètres dans la dépense publique. Pour un modèle social dont les performances ne paraissent radicalement meilleures...

« La France se distingue en particulier par le niveau de ses dépenses de protection sociale, qui représentent 34% du PIB contre 29,5% en moyenne dans la zone euro, soulignait François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, dans un discours de 2023. Ce surcroît vaut à la fois pour les dépenses de retraite, de santé et de chômage ». Il notait également que « les prestations logements s'élèvent à 0,9 point de PIB en France, contre 0,2 en moyenne en zone euro hors France ».

Le gouverneur soulignait l'« exemple emblématique » de l'éducation. L'Hexagone a beau dépenser 5,2% du PIB, il ne se classe « que 23e à 25e parmi les pays évalués par la dernière enquête PISA (de l'OCDE NDLR) - et se compare souvent défavorablement avec l'Allemagne dont le budget n'est pourtant que de 4,5% du PIB ». On retombe sur l'éternelle question de l'efficacité de la dépense publique française.

@mvignaud X

\* Enlever les crédits d'impôts permet notamment de gommer l'effet de la transformation du Crédit d'impôt compétitivité-emploi (CICE) en baisse de cotisations sociales.

## Infrapolitique

### Edouard Louis et Philippe de Villiers : chassé-croisé

### La chronique de Raphaël Llorca



Cet automne, Philippe de Villiers et Edouard Louis ont mené, à leurs corps défendant, un curieux chassé-croisé. Le premier, héritier d'une vieille famille anoblie, et qui défend depuis quarante ans une vision du monde réactionnaire, découvre sur le tard les vertus de la sociologie pour retracer les difficultés de son parcours. Le second, issu des milieux populaires, et qui s'est imposé comme l'un des porte-étendards du roman social, touche au contraire aux limites de la sociologie pour rendre compte de la mort de son frère. Tous deux ont en commun de s'être mis en quête de l'origine d'une « Blessure » (la majuscule est d'Edouard Louis). Et de renouveler la pensée sur les déterminismes sociaux.

Commençons par le Vendéen. Contre toute attente, son dernier ouvrage, *Mémoricide*<sup>(1)</sup>, n'est pas un essai sur la mémoire mutilée d'un pays, comme le laisse entendre la promo XXL qu'il a menée tambour battant ces dernières semaines : c'est une autobiographie sur la mémoire blessée de Philippe Le Jolis de Villiers de Saintignon, alias Philippe de Villiers. L'homme tombe le masque, et donne à voir, à soixante-quinze ans passés, un hypersensible à la conscience tourmentée : « Je vis avec une brûlure, une cicatrice ouverte », écrit-il. Point de confessions familiales : sa Blessure à lui vient du regard que la société a posé sur lui. Elle vient de ses difficultés à vivre avec son stigmat social, celui d'appartenir à... la noblesse.

« Souffre-douleur ». Dans son livre, il revient sur son « destin de souffre-douleur archétypal ». Discriminé en raison de ses origines familiales, il s'épanche : « j'étais un lépreux », ou encore « un paria, un réprouvé ». Les souvenirs douloureux se bousculent. Comme cette rentrée à l'ENA, en décembre 1974, dont il ne retient qu'une profonde humiliation : ce sentiment d'être « toisé par les vertébrés supérieurs du système qui observaient un spécimen de ver-tébré inférieur, juste sorti des collections du musée de Buffon ». Ou encore son entrée au ministère de la Culture, où, rebelote, le

**« Si on met de côté les excès et dérapages qui émaillent son texte, comme lorsqu'il compare les moqueries dont sa chevalière a fait l'objet à la façon, dont, jadis, "on eût mis la focale sur une étoile de David" (sic), le fondateur du Puy du Fou met peut-être le doigt sur un impensé »**

voilà tel « un huron au Palais-Royal, destiné à l'errance entre les Colonnes de Buren ».

Dans ce texte étonnement souffreteux, écrit au premier degré et sans une once de recul, Philippe de Villiers ouvre, sans doute malgré lui, une brèche dans les réflexions sur les déterminismes sociaux. Si on met de côté les excès et dérapages qui émaillent son texte, comme lorsqu'il compare les moqueries dont sa chevalière a fait l'objet à la façon,

dont, jadis, « on eût mis la focale sur une étoile de David » (sic), le fondateur du Puy du Fou met peut-être le doigt sur un impensé : les difficultés d'intégration de jeunes aristocrates dans un monde devenu démocratique. Au fond, il est à deux doigts de réclamer une sorte d'extension du domaine de la lutte contre les discriminations, pour aller jusqu'à celles vécues par les défenseurs de la « France éternelle ». Qui sait si son appel ne suscitera pas de futures vocations, de la part d'un Eddy Bellegueule à sang bleu ?

Au même moment, Edouard Louis parcourt le chemin inverse. Dans *Leffondrement*<sup>(2)</sup>, le romancier a mené l'enquête sur son grand frère, mort à 38 ans des conséquences de l'alcoolisme. « Quand j'ai commencé l'enquête sur lui, écrit-il, j'ai pensé écrire l'histoire d'un garçon à la vie entièrement délimitée et définie par les déterminismes sociaux : masculinité, pauvreté, délinquance, alcool, mort prématurée. » Avant de progressivement se rendre compte que sa vie racontait une autre histoire, et que quelque chose clochait dans l'analyse traditionnelle des déterminismes sociaux. Un exemple : son frère nourrissait des rêves immenses - réparer la cathédrale Notre-Dame, ouvrir la plus grande boucherie de France où il accueillerait Brad Pitt et Madonna, devenir un magnat de l'immobilier...

Déterminisme. Or, comme l'a montré une abondante littérature, toute la violence du déterminisme social réside dans sa façon de délimiter les rêves et les désirs. « Avoir

**« Dans un aparté, le romancier explique que "dans une large partie de la classe ouvrière, les blessures psychologiques n'existent pas". Dans l'entourage de son frère décédé, raconte-t-il, "on ne parlait jamais de traumatisme, de mélancolie, de dépression" »**

une promotion à l'usine, acheter une télévision plus grande, obtenir un prêt pour une voiture » : voilà ce qu'auraient dû être les aspirations de son frère. Dès lors, comment expliquer sa trajectoire ? Par un autre bout : sa Blessure à lui est plus intime. Les auteurs cités tout au long du texte (Freud, Julia Kristeva, Ludwig Binswanger), on le sent, appartiennent à un champ nouveau pour Edouard Louis : la psychanalyse. Ses amis les plus proches tentent de l'en dissuader : « N'entre pas dans la psychologie. C'est le récit d'un destin de classe que tu fais avant tout. » En vain. Courageusement, le disciple de Didier Eribon est peut-être en passe de s'émanciper de ses maîtres : et si la sociologie n'expliquait pas tout ? Ou plutôt, et s'il fallait la marier à une réflexion sur la « psychologie des profondeurs » ?

Dans un aparté, Edouard Louis explique que « dans une large partie de la classe ouvrière, les blessures psychologiques n'existent pas ». Dans l'entourage de son frère, raconte-t-il, « on ne parlait jamais de traumatisme, de mélancolie, de dépression ». A lire le texte de Philippe de Villiers, on se dit qu'on retrouve peut-être les mêmes difficultés à l'autre bout de l'échelle sociale. Convergence des luttes ? « Si mon frère était blessé, il n'avait aucun lieu pour le dire », écrit Edouard Louis.

Et si ce qui avait cruellement manqué à Philippe de Villiers, ce n'étaient pas tant les Eglises, les ordres et le Roy, mais un espace pour accueillir ses souffrances psychiques ? Michel Barnier a décidément visé juste, en érigeant la santé mentale comme la « grande cause nationale » de l'année 2025...

@Raphael\_Llorca X

Raphaël Llorca, communicant, essayiste, est codirecteur de l'Observatoire « Marques, imaginaires de consommation et Politique » à la Fondation Jean-Jaurès. Il est notamment l'auteur de *Le roman national des marques - le nouvel imaginaire français* (Editions de l'Aube, 2023).

1. Philippe de Villiers, *Mémoricide*, Fayard, 2024.  
2. Edouard Louis, *Leffondrement*, Seuil, 2024.



Depuis l'arrivée à l'Elysée du chef de l'Etat en 2017, les impôts ont diminué de 62 milliards d'euros.



Un décret du ministère de la Santé renforce le contrôle de la pertinence des prescriptions médicales de certains médicaments

## La justification d'ordonnances fait grincer des dents

### Formulaire qui fâche

Mardi 5 novembre, après les questions au gouvernement, l'Assemblée nationale se prononcera par un vote solennel sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Jon Elizalde

C'EST UN DÉCRET aux conséquences lourdes, mais dont le timing interroge à plus d'un titre. D'abord parce qu'il a été publié au Journal officiel en fin de semaine dernière « en catimini », comme le déplore Franck Devulder, président de la Confédération des syndicats médicaux français, « alors qu'il est d'usage de réunir, en amont, les professionnels pour en discuter ». Timing étrange aussi pour la confusion qui en découle, alors que le budget de la Sécurité sociale est discuté en ce moment même, et que vient d'être supprimé un article... petit frère de ce fameux décret.

Pour tirer les choses au clair, il faut revenir un an en arrière. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2024 prévoyait une mesure destinée à « renforcer la pertinence des prescriptions médicales ». Concrètement, cela passe par un formulaire que le médecin doit remplir pour prouver que sa prescription est en conformité avec les recommandations de la Haute Autorité de santé, en particulier pour des médicaments onéreux et présentant des risques de mésusage. Le décret de la semaine dernière n'est en fait que l'application de cet article voté il y a un an. À l'époque, professionnels et politiques de tous bords s'y étaient opposés, mais en vain : le PLFSS avait finalement été adopté par 493. Ces oppositions remontent aujourd'hui à la surface, avec l'examen du PLFSS 2025 : son article 16 allait dans le même sens, élargissant la vigilance aux

prescriptions de transport sanitaire, d'analyses biologiques et d'imagerie. Avec cette menace : toute prestation non motivée par un médecin ne serait pas remboursée. Ciblée par les députés de gauche comme de droite, ainsi que par Yannick Neuder, rapporteur général du budget de la Sécurité, l'article 16 a été supprimé par la commission des affaires sociales de l'Assemblée le 24 octobre.

**Transparence.** Car ces deux textes présentent les mêmes défauts aux yeux de leurs opposants, qui reconnaissent toutefois un besoin réel d'améliorer la pertinence des prescriptions, dont certaines, mal établies, peuvent avoir des conséquences graves pour les patients... Et les caisses de l'Assurance-maladie.

Côté patients, on pointe une erreur quant au public visé. « La responsabilité de la pertinence ne doit pas être celle du patient, mais du médecin, qui a fait dix ou quinze ans d'études et a des compétences que n'ont pas les usagers. Il prescrit en fonction des recommandations qu'il doit connaître et mettre en pratique. Il y a aussi des logiciels d'aide à la prescription », affirme Catherine Simonin, vice-présidente de la Ligue contre le cancer et membre du bureau de France Assos Santé. « Or, avec ces règles, si le médecin ne remplit pas le formulaire, le patient peut se voir opposer par les pharmacies un refus de délivrance du produit de santé ou bien ne pas être remboursé du tout. » Et d'insister : « si un médicament n'est pas pertinent, il ne faut pas le prescrire. Et expliquer pourquoi, en transparence. » Même réprobation chez les professionnels : « Ne complexifions pas la vie des médecins libéraux ! Implore Franck Devulder. Par ailleurs, comment doit agir le médecin quand, dans sa recommandation professionnelle, il est lui-même demandé de prescrire un médicament, mais que ce traitement ne fait pas l'objet d'un remboursement ? »

@Jon\_Elizalde X

## Tribune

### « Sous la taxe ? Le soleil ! »



Par Antoine Boulay, président de l'Institut Bien Commun

Alors que les appels à électrifier notre économie se multiplient, l'annonce récente du projet d'augmentation de la taxe sur l'électricité est contre-intuitive. Les consommateurs sont déjà fortement sollicités pour s'adapter aux enjeux climatiques : cette nouvelle taxe alourdirait leur facture même si elle interviendrait en même temps qu'une baisse des prix par ailleurs.

Quelle contradiction ! D'un côté, les investissements massifs dans les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, commencent à produire des résultats concrets. D'un autre, la charge fiscale sur l'électricité augmenterait, renforçant le fardeau financier pour les consommateurs.

**Initiatives.** Dans ce contexte, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a initié des réflexions pour revoir les grilles tarifaires, notamment les plages horaires des heures creuses et des heures pleines. Le développement spectaculaire de l'énergie solaire a en effet bouleversé les schémas classiques de production et de consommation. Durant l'été, le prix spot de l'électricité connaît des chutes considérables en pleine journée, atteignant parfois des niveaux proches de zéro, voire négatifs. Cela s'explique par la surabondance de production solaire, qui entraîne une baisse mécanique des coûts en journée, rendant obsolète la pratique de tarifs nécessairement plus élevés le jour que la nuit.

L'année 2024 est ainsi marquée par plusieurs centaines d'heures où les prix de l'électricité ont chuté en raison d'une production

solaire excédentaire. Ce phénomène, qui tend à se généraliser avec l'augmentation des capacités solaires en Europe, constitue un tournant majeur pour les ménages et les entreprises. Il ouvre la voie à de nouvelles opportunités, tant pour l'économie que pour la transition écologique, en rendant l'énergie renouvelable non seulement accessible mais aussi compétitive par rapport

**« C'est une révolution silencieuse dont on ne parle pas assez et qui constitue un vrai changement de régime : en plus des heures creuses de nuit, on voit apparaître des heures super creuses de mi-journée près de deux fois moins chères ! »**

aux sources d'énergie traditionnelles. C'est une révolution silencieuse dont on ne parle pas assez et qui constitue un vrai changement de régime : en plus des heures creuses de nuit, on voit apparaître des heures super creuses de mi-journée près de deux fois moins chères !

Certains acteurs du marché ont pris des initiatives concrètes pour adapter leur offre et permettre aux consommateurs de tirer parti de cette situation, parfois de manière massive. Le cas le plus récent est celui d'Ohm Énergie, par exemple, qui a lancé ce mois-ci une offre s'appuyant sur ces nouvelles dynamiques. L'objectif affiché est simple : restituer aux consommateurs les économies liées à ce qui ressemble en quelque sorte à une « surproduction solaire ».

Hirondelle (solaire) qui fera le printemps (durable) ? Changement de paradigme en tous les cas dans la manière dont l'électricité est produite, distribuée et consommée. Les acteurs du secteur doivent désormais se positionner non seulement comme des fournisseurs d'énergie, mais aussi comme des facilitateurs de la transition énergétique, en proposant des solutions concrètes qui allègent la facture des ménages tout en réduisant l'empreinte carbone. On ne convertira pas les populations, et les Français en particulier, au développement durable sans qu'ils y trouvent un avantage.

## Passé l'élection présidentielle, l'ère des rassemblements de l'ancien président prendra fin, qu'il l'emporte ou qu'il soit battu

### Les derniers meetings de la bête de campagne Trump



LOLA OVARLEZ

Des supporters de Donald Trump lors de son meeting à Greensboro, en Caroline du Nord, le 3 novembre.

### Rock star

Donald Trump et Kamala Harris ont choisi la Pennsylvanie pour y tenir leur dernier meeting de campagne. Ce mardi, les électeurs n'ayant pas encore voté se rendront aux urnes.

Lola Ovarlez (envoyée spéciale à Greensboro, en Caroline du Nord)

PLUS DE 560 MEETINGS, des millions de spectateurs et toujours la même star en tête d'affiche : Donald Trump. Depuis 2016, le républicain aura été en campagne, sans interruption, telle une machine qui ne sait pas s'arrêter. L'éternel candidat adore les feux de la rampe et les cris passionnés de ses fans, qui promettent de ne jamais l'abandonner.

Mais toutes les bonnes choses ont une fin. L'élection américaine se conclut ce mardi 5 novembre. S'il est élu, il ne pourra plus faire campagne en 2028. Et s'il perd, il a assuré qu'il ne se représenterait pas. « Je pense que cela suffit », a confié celui qui aura 82 ans d'ici le prochain scrutin, visiblement fatigué de cette dernière décennie, entrecoupée de passages aux tribunaux et à l'hôpital. Malgré la gloire, c'est aussi sur la scène de l'un de ces meetings qu'il a failli connaître le pire, lorsqu'un homme a tenté de l'éliminer en Pennsylvanie cet été.

Rien ne dit que l'ancien président ne changera pas d'avis, avec lui tout est possible, mais s'il s'en tient à sa déclaration, l'ère des meetings de Donald Trump devrait donc s'achever ce mardi. Il fera certainement des apparitions lors des midterms et de la prochaine présidentielle, mais il sera là pour apporter son soutien à d'autres, partageant avec eux les feux des projecteurs.

**Goodies.** Samedi, les spectateurs du Colisée de Greensboro, en Caroline du Nord, profitaient de l'instant présent. L'ambiance était à la joie et à la célébration, certainement pas à de futurs adieux. A quelques kilomètres du centre-ville, des milliers d'Américains de l'Etat pivot s'étaient réunis pour voir leur chouchou avant la fermeture des bureaux de vote. Sur l'espace de parking, vidé pour accueillir la longue file d'attente, les mines étaient réjouies. « Tu as vu le monde ? J'ai fait des meetings pour Bush qui étaient moins remplis que ça ! », raconte un homme à son fils. L'adolescent sourit à son père, ne pouvant que le croire, même si le stade de 20 000 places est loin d'être rempli. Quelques instants plus tard, il martèle tout haut « USA » à l'invitation de Ben Bergquam, présentateur de Real America's Voice, la chaîne d'extrême droite américaine. Une sorte de rite de passage.

Les meetings de Donald Trump sont des mines d'or pour les esprits entrepreneurs. Amy tient boutique et saute sur les curieux qui parcourent son étal de casquettes, t-shirts et bonnets. Les chapeaux sont étonnamment sobres, rouges ou noirs avec l'inscription « Trump Vance 2024 ». Les t-shirts, pas vraiment. Sur l'un d'eux, Donald Trump apparaît en noir et

blanc, avec le corps d'un homme musclé et tatoué, et une énorme chaîne en or avec un pendentif « 45 », en référence au 45<sup>e</sup> président des Etats-Unis que fut Trump de 2017 à 2021. Mais si vous ne venez pas aux vendeurs, ils viendront à vous jusque dans la file d'attente. Mark vend des t-shirts avec l'image de Donald Trump jouant les serveurs chez McDonald's. Il reste un XL et un XXL. 20 dollars pièce. Qui veut ? Un homme mord à l'hameçon. Il fait une bonne affaire : la campagne officielle de Donald Trump vend le même modèle pour 25 dollars de plus.

Il est difficile d'imaginer comment tous ces vendeurs pourront écouler leurs stocks avant la fin de la campagne. 50 kilomètres plus loin, à Lexington, même le parti républicain n'arrive pas à se débarrasser des gourdes, casquettes et couteaux avant l'élection. Mais aussi kitsch soient-ils, les goodies trumpistes constituent la marque de Donald Trump et seront, dans plusieurs années, considérés comme des objets de collection. Une jeune femme a choisi pour ce meeting de porter un t-shirt délavé de la campagne de George W. Bush en 2004. En 2028, 2032 ou même 2044, ces Américains ressortiront peut-être ceux de Donald Trump pour la campagne des candidats républicains qui marcheront dans ses pas. J.D. Vance dans quatre ans ? Tout est possible, mais le visage du colistier n'apparaît pas encore sur les marchandises.

**Silence religieux.** Ce n'est qu'à l'intérieur du Colisée que la perspective des adieux de Donald Trump se dessine. Pour combler les presque deux heures de retard du milliardaire, l'équipe de campagne projette des vidéos sur les écrans au milieu du stade. L'une d'elles est le clip de la chanson *Fighter* de Jon Kahn, sorte de compilation d'images de l'ancien président en noir et blanc. L'air du piano est triste, quelques yeux brillent dans l'assemblée. « Personne ne peut dire que je cours me cacher/Je suis né pour marcher ou crever », chante le chroniqueur du média Breitbart. Dans les gradins à droite de la scène, une femme essuie une petite larme. Sa fille demande à quelle heure le meeting se finit.

« C'est un amour fou que nous avons l'un pour l'autre », déclare enfin Donald Trump sur scène, applaudi et acclamé. L'ancien président a su construire en huit ans une base de suppor-

**Le républicain a su construire en huit ans une base de supporters solides, acharnés, jeunes comme vieux, blancs comme noirs, hommes comme femmes**

ters solides, acharnés, jeunes comme vieux, blancs comme noirs, hommes comme femmes. « Je l'aime vraiment, il est courageux comme personne et il fallait que je le voie avant la fin », confie Vladimir, un immigré dominicain naturalisé. Il a acheté une casquette pour son fils de 7 ans, qui rêvait d'être là pour voir Donald Trump. Son père a promis de tout lui raconter.

Entre quelques plaisanteries, un semblant d'excuses pour son retard et des attaques déjà entendues contre Kamala Harris, Donald Trump parle enfin de la réalité. « C'est triste et d'une certaine manière, c'est magnifique, commence-t-il, alors que la foule se tait religieusement pour le laisser continuer. Ces meetings touchent à leur fin, nous les faisons depuis neuf ans. » Il digresse pendant quinze minutes sur le fait qu'il ne digresse pas, puis explique le reste de son programme avant l'élection. Trois meetings dimanche, quatre lundi. « Après ça, nous allons tout arrêter, acte-t-il. C'est triste, parce que ça n'arrivera plus jamais. Je ne crois pas que ça arrivera à nouveau. C'était juste... merveilleux. »

La soirée est terminée, après plus d'une heure de discours dans le stade du Colisée de Greensboro. Donald Trump regarde la foule, fatigué de cette journée interminable. « Merci, la Caroline du Nord », lance-t-il à ces habitants d'un Etat clé qui pourrait lui valoir la victoire, alors que « YMCA », hymne de sa campagne, débute. Mais avant de quitter la scène, il fait une dernière promesse énigmatique. « Nous reviendrons. »

@lolaovarlez X



ACCÉDEZ À L'EXCELLENCE PATRIMONIALE

# HORIZON PATRIMOINE

NOUVELLE DONNE FISCALE : FAUT-IL REVOIR VOS CHOIX ?

Rencontrez les meilleurs experts et conseillers

Inscrivez-vous : [www.horizon-patrimoine-evenement.fr](http://www.horizon-patrimoine-evenement.fr)

Comment tirer parti de cette nouvelle ère ?

Investissements durables | Fiscalité | Gestion de patrimoine |  
Immobilier | Placements alternatifs | Private equity |  
Succession/Transmission

15 NOVEMBRE  
Salons de l'hôtel des Arts  
& Métiers | Paris 16<sup>e</sup>

Un événement  
**L'AGEFI l'Opinion**

Inscrivez-vous



## Partenaires

### Platinum



### Gold



### Silver



### Sponsors



### Soutiens



METI



« Nous devrions atteindre 4 % de croissance cette année après 4,3 % en 2023 », indique le ministre **Tahir Hamid Ngulin**

## « Le Tchad réduit sa dépendance au pétrole »

### Feuille de route

De passage à Paris après les assemblées d'automne du FMI et de la Banque mondiale à Washington, Tahir Hamid Ngulin, ministre des Finances, du Budget, de l'Économie et du Plan tchadien, s'est confié à l'Opinion sur les perspectives économiques du pays. **Pour la première fois de son histoire, il vient d'être noté par les agences de notations.** Ce qui devrait se traduire par une hausse des investissements étrangers.

#### Interview Pascal Airault

Notre pays vient de subir une nouvelle attaque des jihadistes de Boko Haram sur une base militaire du Lac Tchad. Combien pèse l'effort de guerre dans votre budget national ?

Nous évoluons dans un environnement compliqué avec les attaques de groupes jihadistes et les conflits à nos portes au Soudan et en Libye. Nous devons consacrer des efforts importants pour lutter contre le terrorisme et sécuriser nos frontières. Environ 20% de notre budget national, qui s'élève à un peu plus de 2 000 milliards de francs CFA (3 milliards d'euros), est consacré à la sécurité.

Les Soudanais fuient les zones de combat, certains venant se réfugier au Tchad. Quelles sont les conséquences sur votre économie ?

Nous avons une tradition d'hospitalité, les mêmes communautés vivant souvent de part et d'autre des frontières. Nous accueillons environ deux millions de réfugiés, dont un million de Soudanais arrivés cette année, particulièrement dans les provinces de Sila, du Ouaddaï, de l'Ennedi-Est et de Wadi Fira. Il y a aussi des déplacés internes au sud, à la frontière centrafricaine, et à l'ouest du pays du fait de Boko Haram. Cela représente un coût économique et social. La guerre au Soudan nous oblige à trouver de nouveaux lieux d'accueil, parfois dans les écoles pendant les vacances scolaires, alors que les ressources douanières sont en baisse dans les provinces frontalières avec ces pays. Tout cela entraîne aussi une pression sur les ressources naturelles et la disponibilité des produits alimentaires, ce qui se traduit parfois par de l'inflation. Les aides internationales sont pour l'instant insuffisantes.

Au niveau économique, les grandes agences de notation s'intéressent dorénavant au Tchad...

Nous améliorons notre gouvernance économique et investissons dans le capital humain. La digitalisation des services de l'administration, comme les impôts, permet de lutter efficacement contre la fraude, l'évasion fiscale et les sous-déclarations. Nous avons aussi une meilleure maîtrise de nos comptes publics avec le déploie-

**« Nous travaillons sur le plan national de développement. Il vise à désenclaver le pays à travers la construction de routes, de pistes, de ponts, de corridors et le retour de la navigation sur le Lac Tchad »**

ment du système intégré des dépenses. Progressivement, le Tchad s'arrime à l'économie mondiale. Nous venons d'être notés pour la première fois par Standard & Poor's (S&P), « B-/B » avec perspective stable, et par l'agence Fitch Ratings qui nous attribue également la note de « B- » avec perspective stable. Cela consolide notre position sur la scène financière internationale, renforçant notre crédibilité auprès des investisseurs qui manifestent leur enthousiasme face à l'amélioration du cadre macroéconomique. Nous avons mis en place des incitations fiscales (réduction d'impôt et droits de douane) sur dix ans. Ainsi, les entreprises françaises doivent davantage prendre de risques au Tchad.

Quelles sont les perspectives de croissance cette année ?

Nous devrions atteindre 4% de croissance cette année après 4,3% en 2023. Notre dette publique, essentiellement concessionnelle, est l'une des plus faibles du monde à moins de 30%,



TCHADINFOS

L'ambition du ministre des Finances et de l'Économie pour son pays est de « passer à 53% d'électrification d'ici à 2027 et à 70% en 2030 ».

et l'inflation est maîtrisée à 3,8%, en dehors de certaines zones sous tension.

La feuille de route économique a-t-elle été révisée ?

Nous travaillons sur le plan national de développement. Il vise à désenclaver le pays à travers la construction de routes, de pistes, de ponts, de corridors et le retour de la navigation sur le Lac Tchad. Il faut redonner de la prospérité à cette zone et donner du travail aux jeunes qui pourraient être tentés de rejoindre des groupes terroristes comme Boko Haram. Autrefois, le lac était navigable du Tchad à Pointe-Noire, au Congo, et d'autres voies permettaient de rejoindre la Nigeria, où nous exportons des animaux. Nous exportons déjà de 500 000 à 1,5 million de têtes de bétail ; cela pourrait se faire via le Lac Tchad s'il était de nouveau navigable. Nous y travaillons avec la Banque mondiale. Cela changera la vie des populations et l'écosystème économique sur les berges, où se développent les cultures. Nous avons aussi l'ambition de passer à 53% d'électrification d'ici à 2027 et à 70% en 2030, à travers la finalisation de nombreux projets d'énergies propres en cours et d'autres à venir, dans le cadre de l'initiative M300 de la Banque mondiale.

L'agriculture reste-t-elle un secteur prioritaire ?

L'agriculture et l'élevage contribuent à hauteur de 28% au PIB national. Nous mettons en œuvre de grands projets pour augmenter les productions agricoles et animales, particulièrement en finançant la mise en place de chaînes du froid, d'abattoirs, et d'unités de transformation. Le Tchad reste un important producteur de coton graine avec une production de 110 000 tonnes en 2023-2024. Nous exportons aussi des graines de sésame en Chine et en Turquie, et notre gomme arabique est vendue essentiellement en France. La filière arachide monte également en puissance. Notre ambition dans le cadre du plan national de développement en cours de finalisation est de viser le doublement de la production vivrière d'ici à cinq ans pour que le pays soit totalement autosuffisant et exporte le surplus. Notre priorité est de développer l'industrie afin d'augmenter la part du secteur secondaire, moins volatile, et ainsi réduire la dépendance au pétrole.

Quel est le niveau de production de l'or noir ?

La production nationale est d'environ 145 000 barils par jour. Notre coût de production est situé entre 20 et 30 dollars le baril, en fonction des champs et de l'opérateur. La filière est donc rentable au cours actuel du brut.

Le pays connaît aussi un boom du secteur aurifère...

La production se développe, mais reste essentiellement artisanale, d'où le manque de données fiables. Mais nous sommes en train de formaliser les activités. La société minière publique dégage des ressources pour s'autofinancer. À partir de 2025, elle contribuera au budget de l'Etat. Nous avons mis en place une fiscalité attractive pour attirer les investisseurs et renforcer la traçabilité. Pour l'instant, les principaux acheteurs sont à Dubaï. Nous disposons aussi d'autres ressources comme le tungstène, le lithium et l'antimoine. Les Chinois et les Américains, entre autres, s'intéressent à leur valorisation.

@P\_Airault X

## Le chancelier multiplie les rencontres avec les têtes de sa coalition après une série de propositions chocs de ses partenaires libéraux

### En Allemagne, Scholz s'active pour sauver son gouvernement

### Avis de tempête

Le chancelier social-démocrate entend ramener le calme d'ici à mercredi et une réunion au sommet de son alliance gouvernementale. Sa coalition, très impopulaire, est ébranlée par une attaque frontale lancée par le ministre des Finances, le libéral Christian Lindner, en direction du SPD et des Verts. **Lassés, les Allemands souhaitent des législatives anticipées.**

Luc André (à Berlin)

« ON NE PEUT PAS LE NIER, il y a le feu en ce moment au sein de la coalition. » Saskia Esken, co-chef du parti social-démocrate du chancelier Olaf Scholz, n'y va pas par quatre chemins. L'alliance entre le SPD, les écologistes et les libéraux, pourtant habitués aux chamailleries en tous genres, semble suspendue à un fil depuis la fuite vendredi d'une note du ministre des Finances Christian Lindner. Dans son « concept pour la croissance et la solidarité entre les générations », le libéral reprend des propositions égrainées ces dernières semaines, sur la consolidation budgétaire et les dépenses sociales, et y ajoute d'autres attaques frontales envers ses deux partenaires de gouvernement.

Ainsi, le patron du FDP défend l'abandon des objectifs climatiques nationaux, au profit des jalons européens, une pierre dans le jardin des Verts. Il juge que l'Allemagne, à vouloir jouer les précurseurs, sape sa compétitivité et s'expose à des risques politiques, alors que son économie tourne au ralenti. Hostile aux subventions, Christian Lindner préconise de surcroît une suppression du fonds de soutien à la transition énergétique.

Le coup de canif en direction d'Olaf Scholz se cache derrière la réclamation d'un moratoire de trois ans sur les nouvelles régulations.

Il implique le gel de plusieurs textes, sur le point de passer en conseil des ministres, portés par le SPD, par exemple la réservation des commandes publiques aux entreprises respectant une convention collective ou la loi sur la responsabilité des donneurs d'ordre. Le libéral veut également augmenter la durée légale du travail journalière et repousser l'âge de départ de fait à la retraite, autres sujets de contentieux avec la gauche.

**Retard.** En soi, Christian Lindner distille des positions assez classiques pour le FDP. Mais, il est clair que la plupart n'ont pas d'avenir dans la constellation actuelle. Le moment choisi laisse songeur alors que la coalition est à son plus bas (14% d'opinions favorables), que le budget n'est toujours pas bouclé et que le ministre s'est déjà distingué par l'organisation d'un contre-sommet économique, le jour même d'une réunion similaire tenue par le chancelier. Au sein de la coalition, on spéculait sur sa volonté de provoquer la chute du gouvernement. Sa démarche, et même le titre de la note, fait écho à la rupture de la coalition social-libérale par le FDP en 1982.

Des élections anticipées n'entrent pas dans les plans d'Olaf Scholz. Il veut utiliser les onze mois jusqu'aux prochaines législatives pour rattraper son terrible retard sur les conservateurs et obtenir un second mandat. Aussi, le social-démocrate multiplie les rencontres pour sauver son gouvernement. Il a vu Christian Lindner dimanche soir. Selon son porte-parole lundi, « plusieurs rencontres », également avec le vice-chancelier écologiste Robert Habeck, sont prévues d'ici à mercredi, date d'une réunion des chefs de file de la coalition. Les Allemands, eux, affichent une certaine lassitude. D'après le dernier baromètre Deutschlandtrend, 54% des électeurs veulent des législatives anticipées.

## A l'assemblée générale d'Interpol, le Premier ministre britannique a annoncé des fonds supplémentaires pour sécuriser les frontières

### Keir Starmer veut traquer les passeurs comme les terroristes

### Fermeté

Lundi, face aux représentants de plus de 190 pays, le Premier ministre britannique a rappelé sa stratégie de lutte contre les passeurs, **qui ne peut être menée sans coopération.**

Chloé Goudenhooff (à Londres)

LA RÉPONSE À LA CRISE MIGRATOIRE ne peut être qu'internationale. C'est le message adressé par Keir Starmer lors de l'assemblée générale d'Interpol, lundi à Glasgow. Face aux représentants de plus de 190 pays, le Premier ministre britannique a rappelé sa stratégie de lutte contre les passeurs, qui ne peut être menée sans coopération. « Je travaillerai avec toute personne sérieuse susceptible d'offrir des solutions à ce problème », a-t-il déclaré.

Le travailliste a illustré l'impact de ces efforts communs en évoquant la NCA, l'Agence nationale contre le crime britannique. « Nous pouvons saisir les téléphones (des passeurs) à la frontière, identifier et tracer les paiements. En collaboration avec la Bulgarie, nous avons arrêté plus de 100 petits bateaux bien avant qu'ils n'atteignent la Manche. »

Le Premier ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer ces initiatives, comparant la menace mondiale représentée par les passeurs à celle du terrorisme. « Nous devons combiner les ressources, partager les renseignements et les tactiques, et nous attaquer au problème en amont, en travaillant ensemble pour fermer les routes du trafic de migrants, ce que nous faisons avec le terrorisme », a détaillé l'ancien procureur qui a dirigé de nombreuses opérations en la matière.

Pour soutenir cette stratégie, Keir Starmer a annoncé 6 millions de livres (7,13 millions d'euros)

supplémentaires pour Interpol afin d'améliorer, entre autres, le partage des données. Par ailleurs, 75 autres millions de livres (89 millions d'euros) seront alloués à son commandement de la sécurité aux frontières, l'outil créé par le Labour pour coordonner les actions afin de démanteler les réseaux. Ces nouveaux fonds porteront le budget à 150 millions de livres (178 millions d'euros) d'ici à deux ans. L'objectif est d'investir dans les nouvelles technologies pour enquêter et de recruter 300 personnes ainsi que 100 agents de renseignement supplémentaires.

**Rapprochement.** Keir Starmer réaffirme ainsi sa fermeté vis-à-vis de l'immigration illégale. L'opposition lui reproche en effet de ne pas avoir de vision en termes de dissuasion depuis l'abandon du plan de renvoi des migrants en situation irrégulière vers le Rwanda. Et de fait, son plan comporte une faiblesse : les résultats chiffrés risquent de se faire attendre.

En revanche, sa politique va dans le sens du rapprochement souhaité avec les Européens. « Le président Macron et moi-même avons déjà convenu d'accroître le partage des renseignements et de faire davantage pour démanteler les itinéraires des passeurs en amont », a-t-il précisé. Le Premier ministre a aussi rappelé le travail avec l'Italie pour lutter contre « la chaîne d'approvisionnement des équipements maritimes, contre les flux financiers illicites et pour renforcer nos capacités d'enquête et de partage des données. » Keir Starmer a enfin évoqué le pacte de sécurité en négociation avec l'Union européenne pour rétablir les échanges de renseignements en temps réel. Une question qu'il évoquera de nouveau lors de la réunion de la Communauté politique européenne en Hongrie, jeudi.

@chloegouden X



# La fabrique de l'Opinion

L'invité du 8 Bellini

## Georges-Henri Soutou

### « Comment s'est produite la grande rupture entre les Occidentaux et la Russie, de la fin de la guerre froide à l'Ukraine »

**R**etraçant les années « de la chute du mur à la guerre d'Ukraine », le grand historien Georges-Henri Soutou estime les torts partagés. Entre le durcissement de la Russie dans les années 2000 et le revirement des Occidentaux, notamment au sujet de l'élargissement de l'Otan.

**Fils d'un grand diplomate, historien depuis près d'un demi-siècle, qu'avez-vous découvert ou appris en écrivant ce livre ?**

La première chose qui m'a frappé, c'est à quel point la crise de l'ex-Yougoslavie des années 1990 a été centrale dans les rapports entre la Russie et l'Occident. Ainsi, Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir deux mois jour pour jour - le 9 août 1999 - après que la Russie a signé un accord sur le Kosovo. Ce n'est pas un hasard : à Moscou, les « élites dirigeantes responsables » trouvaient que la Russie avait trop perdu la main dans les Balkans. L'option Poutine a alors été acceptée par Boris Eltsine, qui l'a nommé Premier ministre.

Ma seconde découverte est l'« interaction dialectique » entre les Occidentaux et les Russes. On connaît les grandes étapes du durcissement de la Russie : 2007, discours à Munich ; 2008, Géorgie ; 2013, Syrie ; 2014, Crimée, 2022, Ukraine... Mais, de leur côté, les Occidentaux ne sont pas restés passifs, avec la volonté d'élargir l'Otan à partir de 1994 ou l'action des fondations et des services américains dans les « révolutions de couleur ». A partir de 2014-2015, il y a eu l'installation d'une douzaine de bases de la CIA en Ukraine et la présence de forces spéciales britanniques.

Le jour où nous aurons accès aux archives de part et d'autre, ce qui n'est pas demain la veille, on pourra écrire un récit plus précis. En particulier sur la grande question, que je suis incapable de résoudre définitivement, de savoir si Vladimir Poutine avait tout son programme de restauration en tête dès son accession au pouvoir en 1999, ou, au contraire, s'il n'a pas été conduit à aggraver ses positions au fur et à mesure de la dégradation de ces rapports avec les Occidentaux ?

**Si on vous comprend bien, un historien n'a pas, aujourd'hui, les moyens de trancher définitivement entre ces deux hypothèses ?**  
Absolument.

**Votre livre retrace, en dix grands chapitres, les étapes de la « grande rupture ». Revenons au point de départ, celui du « temps des illusions » en 1990-1994. Comment voyez-vous cette période ?**

J'ai écrit ceci, ce qui résume mon livre : « Il a existé au début des années 1990 une fenêtre d'opportunité, certes étroite, pour mettre les relations entre la Russie et l'Occident sur un meilleur pied. On n'a pas su ou voulu la saisir et, ce, des deux côtés ».

**Les torts sont donc partagés, mais pas forcément en parts égales...**

Permettez-moi de rappeler un fait largement oublié. En 1990, tous les dirigeants occidentaux, George H.W. Bush, François Mitterrand, Helmut Kohl, Margaret Thatcher souhaitaient le maintien de l'URSS ! Il s'agissait à la fois d'éviter qu'elle ne devienne une nouvelle Yougoslavie, de conserver un interlocuteur géopolitique fiable et de ne pas fragiliser Gorbatchev. L'URSS n'a disparu qu'en décembre 1991 - deux ans après la chute du Berlin. J'ai vécu directement cette période. Il y avait un consensus pour

l'indépendance des pays baltes, mais pas au-delà et surtout pas pour celle de l'Ukraine ! C'est tout à fait précis, George Bush père et François Mitterrand se sont rendus à Kiev pour dire aux autorités : « Ne devenez pas indépendant ! » Les choses, ensuite, ne changeront que progressivement. Avec la Russie, l'Occident n'a guère été brillant, mêlant ou alternant, indifférence, suffisance, illusion, faiblesse, provocation et une grande imprudence.

**Qu'est-ce qui n'a pas marché entre la Russie et l'Occident ?**

La vraie cause de l'échec de l'après-guerre froide a été le rejet de la tentative de la greffe libérale en Russie. Il y a évidemment un ensemble de raisons. J'ai vécu en URSS. Il existait une société soviétique, ce n'était pas simplement une dictature. Des gens acceptaient le système et en bénéficiaient. Tout le monde n'était pas d'accord pour adopter le modèle libéral. Dès qu'il y a eu des élections à peu près libres, les communistes ont obtenu environ 25% des voix et les nationalistes anti-occidentaux étaient puissants. En gros, une moitié de gens ne souhaitaient pas vraiment passer à notre formule démocratique libérale. C'est un point psycho-politique essentiel.

Les privatisations sauvages ont bénéficié aux oligarques, avec une baisse de la production et du niveau de vie, qui n'était déjà pas bien élevé... En 1998, il y a eu une grave crise économique : les salaires et les pensions n'ont pas été payés parfois pendant six mois. Poutine arrive au pouvoir un an plus tard...

Enfin, l'effondrement de l'Union soviétique n'a pas seulement été la fin du communisme. Ce fut aussi celle de quelque chose qui comptait pour beaucoup de gens : l'influence extérieure de leur pays. Car la population russe est profondément nationaliste. C'est à cette époque que j'ai vu apparaître les références à « nos frères slaves orthodoxes ».

**Vous écrivez aussi que « le processus d'élargissement de l'Otan est l'une des causes essentielles de la crise actuelle ».**

**« L'effondrement de l'Union soviétique n'a pas seulement été la fin du communisme. Ce fut aussi celle de quelque chose qui comptait pour beaucoup de gens : l'influence extérieure de leur pays »**



ACADEMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

**Or, cette question fait débat : les Occidentaux ont-ils trompé les Russes après leur avoir promis qu'il n'y aurait pas d'élargissement de l'Otan ? Qu'en dit l'historien ?**

La réponse est très précise, car on a le témoignage des ambassadeurs américain et britannique à Moscou à la fin de la guerre froide, qui ont publié leurs mémoires. Ils disent tous les deux qu'en 1990, les Occidentaux ont donné une assurance verbale que l'Otan ne serait pas élargi. Verbale, parce que des pays souverains ne peuvent pas s'engager par écrit sur un tel sujet. Cela a permis, ensuite, aux Occidentaux de s'en défaire.

**Donc les Russes n'ont pas totalement tort ?**

Non, ils n'ont pas tort. Il y a eu un changement de politique occidentale à propos de l'élargissement de l'Otan, qui est intervenu en 1994, avec Bill Clinton.

**Les pays qui ont adhéré à l'Otan l'ont fait de manière souveraine et libre pour se protéger contre Moscou. C'était leur décision, pas une invasion...**

C'est tout à fait évident. Mais il y a l'Otan et Otan. Jusqu'à la fin de la guerre froide, c'était un organisme purement défensif. Après 1990, sous l'influence américaine, il a adopté un modèle expéditionnaire, mis en œuvre dans les Balkans et en Afghanistan. Cela a changé la perception.

**Revenons aux Balkans. Pourquoi cela a-t-il été aussi important ?**

Les Russes ont toujours été très impliqués dans cette région. Vu de Moscou, cela a été une démonstration de ce que les Occidentaux étaient capables de faire pour diviser les peuples, sans respecter leurs propres normes et agir en dehors d'un mandat de l'ONU. Si vous êtes à Moscou, que vous vous dites que vous pouvez avoir un jour des problèmes avec l'Ukraine, ce n'est pas rassurant de voir que l'ONU est court-circuitée par l'Otan et les Etats-Unis.

**Vous retracez en détail le processus qui a conduit à la guerre d'Ukraine, expliquant qu'elle « marque un moment fondamental dans l'évolution de l'Europe ». Pouvaient-on l'éviter ?**

En 2022, c'est déjà très tard... Il aurait sans doute fallu prendre plus au sérieux les accords de Minsk de 2014, en évitant de les considérer uniquement comme une sorte de moyen de donner à l'Ukraine le temps nécessaire pour s'organiser. Angela Merkel l'a dit, François Hollande l'a confirmé.

**Comment voyez-vous la suite, après plus de deux ans de guerre ?**

Le plus probable, c'est une situation de gel comme en Corée, ce qui serait très défavorable à l'Europe. La moins mauvaise solution serait un accord « paix contre territoire », la Russie conservant une partie des territoires conquis mais avec l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan pour lui garantir sa sécurité, une fois les nouvelles frontières établies.

**Interview Jean-Dominique Merchet**  
@jdomerchet

## Identités Dans l'ombre et dans la lumière

**La chronique  
de Hakim  
El Karoui**



**L**a série inspirée par le roman *Dans l'ombre* d'Edouard Philippe et de Gilles Boyer est très réussie. Son scénario est haletant, les acteurs très convaincants et la description du monde politique très bien rendue. On peut questionner deux points notamment : le rôle du conseiller et l'idée que le responsable politique doit dicter l'agenda et ne pas subir les événements.

Le rôle du conseiller politique est central. Il est le personnage principal de la série. Sa principale fonction est d'identifier les mauvais coups, parfois d'en prendre, au sens propre comme au sens figuré et finalement assez peu de conseiller « le patron ». Il n'est pas un double de l'homme politique, on ne sait même pas s'ils sont amis.

Il est plutôt une armure qui pense, anticipe et agit. Que dit cette fonction du monde politique d'aujourd'hui et peut-être d'hier ? Probablement d'abord et avant tout sa brutalité, faite de coups tordus (pas de surprise), mais aussi de violence physique, de manipulation d'information et de soupçon. Rien qu'on ne trouve déjà dans Machiavel. Sauf que le prince, c'est le conseiller. Pas le candidat.

Le candidat, lui, veut rester dans de hautes sphères, celles qu'il a construites lui-même. Il refuse de tomber dans la fange de l'actualité. Il évite les pièges de la réaction à chaud et veut construire son propre agenda, médiatique, politique et intellectuel. Bref, il refuse les règles du jeu de la politique contemporaine faite de surréaction à l'actualité et de vide de réflexion et de proposition. Il trouve dans sa conseillère en communication une adversaire de cette stratégie : elle doit gérer les demandes des journalistes. Mais, finalement, elle accepte de s'y plier. Elle n'est pas la princesse car elle ne fait qu'obéir.

**Dramaturgie.** La série est fondée sur un certain nombre d'événements qui permettent de raccourcir en peu de temps la dramaturgie nécessaire au spectacle contemporain. Elle excelle aussi à jouer sur les contrastes (la vitesse des uns, la lenteur contrainte du candidat), les vies privées des protagonistes cabossés mis en miroir de celles des Français que l'on n'imagine pas sans enfants ou sans conjoint comme les héros de *Dans l'ombre*.

Le dernier contraste, peut-être le plus important, réside dans l'opposition entre le candidat Francoeur (tout est dans son nom, la franchise et l'empathie, même si on lui reproche d'en manquer) et les autres qui polarisent, électrisent, simplifient, à la manière des populistes contemporains.

La mise en abîme dont procède la série crée enfin un léger vertige. Qui est qui ? Edouard Philippe a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle. Est-il son héros ? Beaucoup de traits d'humeur et d'exigence intellectuelle l'en rapprochent, y compris le refus de jouer avec la xénophobie. Mais, peut-être se cache-t-il derrière son héros ? Ou derrière son conseiller ? C'est la force de la série de jouer des clairs-obscurs, de celui qui est dans l'ombre et celui dans la lumière, à moins que ce ne soit l'inverse. Si la politique française pouvait être aussi subtile, la France s'en porterait mieux...

@helkaroui

**l'Opinion** BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.l'opinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. Président, directeur de la publication : Nicolas Beytout. Vice-président, rédacteur en chef : Rémi Godeau. Rédacteurs en chef adjoints : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. BEY MEDIAS PUBLICITÉS - Tél : 01 40 69 46 96. Directrice générale adjointe, commerce : Cécile Colomb. Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. Publicité financière : Nicolas Wattinne. SERVICE ABOONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@l'opinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier



**7H-9H  
EUROPE 1 MATIN**  
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h49 pour sa chronique *Voyage en absurdie*

**Europe 1**





## Ces électeurs indécis qui font et défont les présidents américains

Les équipes de campagne de Donald Trump et de Kamala Harris courent après les électeurs indécis à la veille de la présidentielle. Leur objectif principal n'est toutefois pas de convaincre ceux qui ne savent toujours pas quel candidat soutenir, mais ceux qui hésitent encore à se rendre aux urnes.

La plupart des électeurs occasionnels – c'est-à-dire qui ne participent pas à tous les scrutins – ont une préférence pour l'un ou l'autre candidat, raison pour laquelle démocrates comme républicains les considèrent comme une réserve importante de voix sous-exploitée. Selon les stratégies politiques, ils représenteraient plus d'un quart des personnes en âge de voter – même si les estimations peuvent varier. Les sondages réalisés par *The Wall Street Journal* montrent, qu'en revanche, seuls 3% des électeurs inscrits seraient réellement indécis sur le choix d'un candidat.

« Je suis convaincu qu'il y a beaucoup moins d'électeurs indécis que de personnes hésitant à aller voter », indique Bill McInturff, un sondeur républicain chevronné qui a travaillé avec des équipes du Grand Old Party (GOP) cette année. Le résultat du scrutin du 5 novembre sera beaucoup plus déterminé par le taux de participation des groupes favorables aux républicains et aux démocrates que par celui des électeurs « qui hésitent encore entre Trump et Harris », ajoute-t-il.

C'est la raison pour laquelle MAGA Inc, le principal super PAC soutenant M. Trump, a commencé début octobre à diffuser sur des plateformes de streaming des publicités ciblant les quelque



SIPA PRESS

**Démocrates et républicains considèrent les électeurs occasionnels comme une réserve importante de voix.**

3,5 millions d'électeurs des Etats clés qui, selon l'organisation, penchent en faveur de l'ancien président, mais ne votent pas à chaque scrutin. Cette opération s'intègre dans un dispositif plus vaste qui consiste à diffuser des publicités auprès d'environ quatre millions d'Américains enregistrés ou susceptibles de

l'être comme républicains sur les listes électorales, mais qui n'ont pas participé aux trois dernières présidentielles.

De son côté, Priorities USA, l'un des principaux super PAC démocrates, tente d'accroître la pression sociale sur ceux qui votent rarement mais penchent pour Mme Harris – soit environ 11% de

l'ensemble des électeurs selon ses estimations –, afin de les pousser à participer cette année. « Votre historique de vote est public... donc vos amis, votre famille et le serveur que vous appréciez pourront savoir si vous vous êtes rendus aux urnes ou non », explique la voix off dans l'une de ses publicités, qui montre une jeune femme

en train de commander un café. « Evitez de vous retrouver dans cette situation embarrassante », poursuit la voix off.

Les sondages du *WSJ* montrent que l'issue des élections dépendra fortement des décisions de ces électeurs occasionnels.

Dans chaque enquête menée par le *WSJ* cette année, les

électeurs assidus – c'est-à-dire ceux qui ont voté lors des deux dernières présidentielles et des deux dernières élections de mi-mandat – ont préféré Mme Harris à M. Trump par au moins 4 points de pourcentage. Des chiffres qui contraignent

*Lire INDECIS en page II*

## Alliés et adversaires des Etats-Unis s'attendent à un virage de la politique étrangère

WASHINGTON – Si les gouvernements étrangers attendent de connaître les résultats des élections américaines, ils se préparent à avoir un interlocuteur plus imprévisible à Washington, quel que soit le vainqueur de

la présidentielle. La vice-présidente Kamala Harris et l'ancien président Donald Trump ont pourtant exposé des positions souvent très différentes en matière de politique étrangère. Mais les alliés et les adversaires

des Etats-Unis ont été conduits à anticiper des changements déstabilisateurs, indépendamment du fait qu'il y ait un démocrate ou un républicain dans le bureau ovale.

Ni Mme Harris ni M. Trump ne se sont beaucoup attardés sur les questions diplomatiques au cours de la campagne. Leurs déclarations publiques suggèrent simplement qu'ils ne sont pas d'accord – parfois de façon radicale, parfois seulement par avec des nuances – sur la manière dont ils aborderaient les guerres au Moyen-Orient et en Ukraine, les relations avec la Chine, l'avenir de l'Otan et d'autres alliances majeures des Etats-Unis ou encore l'immigration...

Il existe donc un risque de bouleversement de la politique étrangère américaine qui incite de nombreux gouvernements à remettre en question la fiabilité historique des Etats-Unis et à chercher des solutions de repli pour protéger leurs intérêts et

leurs alliances essentielles, selon des diplomates.

« Peut-être que cela oblige certains pays à se montrer réalistes, estime un diplomate de l'Union européenne. Parce que quand les démocrates gagnent, il y a une sorte d'illusion selon laquelle les choses peuvent redevenir comme elles étaient. »

Avant les élections américaines de 2016 et de 2020, les diplomates avaient évoqué des alliances et des engagements devant être « protégés de Trump ». Alors que le retour de l'ex-président ne peut être écarté et qu'on ne sait pas précisément en quoi la politique étrangère de Mme Harris pourrait différer de celle du président Biden, certains parlent désormais de la nécessité de « protéger l'avenir ».

Le risque d'un changement radical de politique est bien plus grand avec M. Trump qu'avec

*Lire POLITIQUE en page II*

## Les Proud Boys se tiennent prêts à repasser à l'action

Au sein des Proud Boys, qui ont joué un rôle moteur dans les émeutes du Capitole en janvier 2021, l'heure de la mobilisation en faveur de Donald Trump a sonné. Quitte, parfois, à menacer l'élection présidentielle qui se tiendra ce mardi.

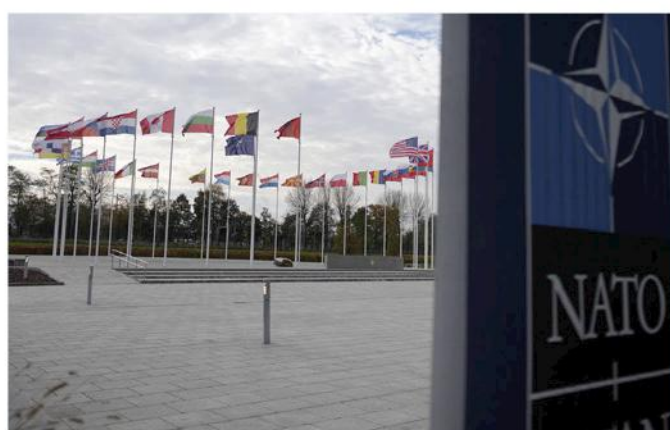
S'il est difficile de savoir ce que l'organisation d'extrême droite fomenté ou à quel point ses plans sont coordonnés, de nombreuses unités se font le porte-voix des accusations de fraude électorale portées par le candidat républicain et ses alliés réfléchissent à des répliques, a révélé l'enquête menée par *The Wall Street Journal* sur plusieurs dizaines de comptes sur la messagerie Telegram ainsi que sur Truth Social, le réseau social de M. Trump. Les membres de ces entités locales y parlent de surveiller les sondages et se vantent d'avoir participé aux meetings

de l'homme d'affaires pour le protéger.

Des échanges en ligne qui ont lieu au moment où les autorités sont confrontées à une vague d'agressions comme elles n'en avaient jamais vue : agents étrangers, extrémistes américains et loups solitaires comme ceux qui ont tenté d'assassiner M. Trump.

L'activité en ligne semble indiquer que, même si un certain nombre de membres et de dirigeants de l'organisation – qualifiés d'acteurs centraux des émeutes par une commission bipartite de la Chambre des représentants – sont en prison, les Proud Boys sont en train de se regrouper. Enrique Tarrío, leur ex-président, purge actuellement une peine de vingt-deux ans de prison; soupçonné d'avoir tenté d'empêcher le transfert du pou-

*Lire PROUD BOYS en page II*



SIPA PRESS

**Une victoire de Donald Trump pourrait mettre fin à des décennies de leadership américain à la tête de l'Otan.**



POLITIQUE

Suite de la page 1

Mme Harris, reconnaissent toutefois des diplomates et des responsables étrangers. De fait, une victoire de M. Trump pourrait mettre fin à des décennies de leadership américain à la tête de l'Otan et réduire considérablement le soutien à l'Ukraine. Mais certains d'entre eux considèrent l'éventuelle victoire de Mme Harris uniquement comme un pis-aller, qui pourrait

**« Les Etats-Unis deviendront moins un partenaire obligé, comme c'est le cas aujourd'hui, et davantage un partenaire par choix, étant donné leur imprévisibilité »**

ralentir mais n'inverserait pas l'évolution de plus en plus nationaliste de politique étrangère américaine.

« Les Etats-Unis deviendront moins un partenaire obligé, comme c'est le cas aujourd'hui, et davantage un partenaire par choix, étant donné leur imprévisibilité », observe un diplomate européen de haut rang.

Les responsables européens considèrent généralement que les Etats-Unis sont devenus un allié moins fiable qu'il y a dix

ans et qu'ils mènent une politique étrangère qui tient plus de la transaction commerciale. Au niveau national, la politique étrangère est aussi devenue plus partisane, selon Rachel Myrick, de l'université Duke. « Cette dynamique peut être particulièrement préoccupante pour les alliés et les partenaires, qui veulent avoir la certitude que les engagements des Etats-Unis dureront au-delà du mandat d'un président. »

A Bruxelles, les responsables de l'UE tiennent fréquemment des réunions en prévision d'une guerre commerciale avec Washington, surtout si M. Trump donne suite à sa promesse d'imposer des droits de douane de 10% sur les importations.

Selon un diplomate européen de haut rang, l'UE prévoit d'imposer en représailles des droits de douane sur les produits américains fabriqués dans les circonscriptions électorales détenues par les républicains, « même si bien sûr, ajoute-t-il, tout le monde ici veut d'abord éviter une guerre commerciale avec les Etats-Unis ».

Il y a moins de craintes de voir Mme Harris abandonner la relation transatlantique ou cesser de soutenir Kiev, mais, comme M. Trump, elle devrait pousser les pays européens à dépenser davantage pour leur propre défense. « La gratuité en matière de défense est terminée, et il est temps d'annoncer la nouvelle à nos électeurs », prévient ainsi un haut responsable d'un pays nordique.

Le Président Emmanuel Macron soutient depuis longtemps que l'Europe a besoin d'une « autonomie stratégique », c'est-à-dire de la capacité de répondre à ses propres besoins en matière de sécurité sans le soutien des Etats-



A Bruxelles, les responsables de l'Union européenne tiennent fréquemment des réunions en prévision d'une guerre commerciale avec Washington.

Unis. Son gouvernement, suivant en cela la tendance politique américaine, a mis à nouveau cette proposition en avant.

« Nous ne pouvons pas laisser la sécurité de l'Europe entre les mains des électeurs du Wisconsin tous les quatre ans, a déclaré cette semaine Benjamin Haddad, le ministre des Affaires européennes, à une chaîne de télévision française. Sortons du piège collectif. Les Européens doivent prendre leur destin en main, quel que soit le président américain. »

L'Europe n'est pas la seule à être nerveuse. L'Arabie saoudite et d'autres Etats pétroliers arabes du Golfe cherchent depuis quelque temps à contrer les changements d'administrations. Ils visent ainsi à établir des liens plus étroits avec Washington en

matière de défense afin de garantir leur pérennité sur le long terme, tout en tendant la main aux adversaires des Etats-Unis, comme l'Iran et la Chine, afin de se prémunir contre l'inconstance de Washington.

Mme Harris et M. Trump sont tous deux favorables à la fin du conflit au Moyen-Orient qui oppose Israël au Hamas à Gaza et Israël au Hezbollah au Liban, ainsi qu'à l'Iran. Tous deux semblent également désireux de réduire l'engagement militaire des Etats-Unis au Moyen-Orient, confirmant ainsi une volonté américaine de longue date.

En ce qui concerne la Chine, différents responsables estiment que l'approche conflictuelle à l'égard de Pékin adoptée par M. Trump au cours de son premier mandat va probablement se

poursuivre s'il retourne à la Maison Blanche, mais que cesera également le cas, dans une moindre mesure, si Mme Harris l'emporte. Tous deux se sont engagés à se montrer fermes à l'égard de la Chine mais divergent sur la manière de l'affronter.

M. Trump a promis d'imposer des droits de douane plus élevés que ceux qu'il a déjà mis en place au cours de sa présidence, mais il a souligné que la Chine se verrait imposer les augmentations les plus fortes. Alors que l'administration Biden a maintenu en place les tarifs douaniers de M. Trump, Mme Harris a critiqué l'engagement de M. Trump à fortement augmenter les droits de douane, au grand soulagement de certains gouvernements.

« Il y a peut-être une acceptation à contrecœur du fait que

les Etats-Unis ne vont pas revenir à une position libérale sur la mondialisation économique, observe Chong Ja Ian, politologue à l'Université nationale de Singapour. Mais cette situation est préférable à l'imprévisibilité, aux droits de douane potentiels et aux représailles qui pourraient résulter d'une administration Trump. »

Mme Harris devrait par ailleurs poursuivre les efforts de M. Biden pour rassembler le Japon, la Corée du Sud, les Philippines et d'autres alliés des Etats-Unis au sein d'une coalition régionale destinée à contrer la Chine. Selon M. Chong, il y aurait « beaucoup plus d'inquiétude avec une administration Trump parce que celui-ci a montré au cours de son dernier mandat qu'il était prêt à remettre en cause les relations du type alliances ».

Concernant les relations avec l'Amérique latine, les responsables disent s'attendre à un coup de fouet sans précédent selon qu'un républicain ou un démocrate sera au pouvoir.

La ligne dure de M. Trump en matière d'immigration, qui était considérée comme radicale il y a huit ans, est aujourd'hui devenue la norme pour le parti qu'il a remodelé à son image. Les responsables craignent que les expulsions massives qu'il a promises ne déstabilisent la région et ne privent le Mexique et l'Amérique centrale de milliards de dollars de transferts d'argent.

**Alexander Ward et Vera Bergengruen**  
Austin Ramzy, Rory Jones, Kim Mackraet et Daniel Michaels ont contribué à cet article  
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original

PROUD BOYS

Suite de la page 1

voir de M. Trump à Joe Biden, il a été condamné pour sédition et d'autres chefs d'accusation.

Le compte Telegram de l'unité texane des Proud Boys relayait il y a peu un message affirmant que les démocrates pourraient être en train de conspirer pour faire élire Kamala Harris à la présidence grâce à « des millions de faux bulletins de vote ».

L'un des membres, dont la photo de profil était prise sur fond de drapeau des Proud Boys, commentait : « En même temps, on peut leur tirer dessus, non ? ».

Chez les Proud Boys de Caroline du Nord, qui ont affirmé

leur soutien à M. Trump sur Telegram, les membres qui s'étaient portés volontaires pour « gérer les élections » lors des primaires ont été remerciés. « Un excellent galop d'essai pour les élections de novembre », précisait le post. L'entité évoquait aussi le fait de « protéger » le candidat républicain lors du meeting de Wilmington en septembre et déclarait que Mme Harris « ne pouvait pas gagner sans tricher, et c'est exactement ce qu'elle compte faire ».

Le mois dernier, ceux de Phoenix, dans l'Arizona, publiaient sur Truth Social la photo d'un stock d'armes à feu, avec pour légende : « Les Proud Boys font des stocks pour novembre... Ca va être de la folie !! ». Dans l'Ohio, sur Telegram,

les Proud Boys ont prévenu que « une fois Trump élu », les antifas allaient manifester et qu'il fallait « s'y préparer ».

D'après le Global Project Against Hate and Extremism, une association qui recense les discours haineux et extrémistes, le nombre de messages teintés d'une « rhétorique violente liée au refus d'accepter le résultat des élections » sur plusieurs groupes Telegram a bondi de 317% en octobre. Dans son rapport, elle évoque des posts qui justifient une « inévitable guerre civile » par la fraude électorale et appellent à « tirer sur tous les gens qui votent alors qu'ils n'ont pas le droit ».

Heidi Beirich, cofondatrice de l'association, explique que des groupes comme les Proud Boys veulent aller surveiller le déroulement du scrutin et ont prévenu qu'ils étaient prêts à se battre.

Dans l'une des discussions que le WSJ a pu suivre, des membres des Proud Boys suggèrent de « garder les flingues à portée de main ».

Les autorités fédérales ont prévu un renforcement massif de la sécurité le 6 janvier prochain, date de certification des résultats des élections de cette semaine par le Congrès. Elles indiquent toutefois ne pas attendre de mouvement aussi important qu'il y a quatre ans, notamment parce que plus de 1500 émeutiers ont été condamnés.

En octobre, le FBI et le département de la Sécurité intérieure ont toutefois prévenu les autorités locales du risque que des extrémistes agissant en solitaire ou des petits groupes, tous galvanisés par « des rancœurs électorales » se mobilisent pour mener des actions violentes entre le

5 novembre et l'investiture de la gagnante ou du gagnant, le 20 janvier.

Le 6 janvier 2021, les Proud Boys avaient « mené, sur le terrain, l'action destinée à saccager le siège de l'Etat », affirmait le procureur général du District of Columbia après la condamnation de M. Tarrío. « Aucune autre organisation n'a mobilisé autant de gens », ajoutait-il.

L'état-major national ayant été largement décimé, les Proud Boys semblent avoir décidé d'opter pour une stratégie plus locale.

Sur Telegram, le groupe de Caroline du Nord affirme que « nous avons appris, à la dure, ce que le fait d'avoir une

**Le nombre de messages teintés d'une « rhétorique violente liée au refus d'accepter le résultat des élections » sur plusieurs groupes Telegram a bondi de 317% en octobre**

direction nationale voulait dire après J6 », une référence aux événements du 6 janvier, ajoutant que, désormais, « il existe plus de 100 groupes qui organisent des choses au niveau local en s'appuyant sur l'expérience collective ».

Ces entités locales listent leurs « principes », déclarent qu'il n'y a « rien de mieux que l'Occident » et disent « vénérer les femmes au foyer ».

Les Proud Boys se sont récemment joints à des manifestations à Springfield, dans l'Ohio, après que des républicains ont affirmé – à tort – que les migrants haïtiens mangeaient les animaux de compagnie.

« L'armée des casquettes rouges est de retour, on est là jusqu'à l'élection », affirmait le groupe des Proud Boys d'Indiana sur Telegram en juillet, casquette MAGA en guise d'illustration.

La page Telegram du groupe de Long Island, elle, se vantait du fait que certains de ses membres avaient participé à un meeting de M. Trump dans le Michigan en octobre. « Si seulement ils avaient su qu'on était là, en coulisses et partout », disait-elle.

Un autre post sur Telegram affirmait que des membres des Proud Boys de plusieurs Etats avaient assisté au meeting du 5 octobre à Butler, en Pennsylvanie ; c'est là que M. Trump avait été victime d'une tentative d'assassinat en juillet. Accompagnée de photos, la publication expliquait que ces hommes étaient sur place pour « voir Trump faire son retour et vivre cet instant mémorable avec ces gens géniaux du mouvement MAGA ».

Julie Farnam, ex-responsable adjointe de la police du Capitole en charge du renseignement désormais détective privée, appelle à la prudence, soulignant que l'aspect décentralisé des Proud Boys les rend plus difficiles à suivre.

Pour elle, le fait que les condamnés des émeutes de 2021 puissent être graciés galvanise le soutien à M. Trump, qui a évoqué

l'idée de le faire s'il était élu. Sur Telegram, certains Proud Boys postent des photos d'eux, soi-disant devant des meetings du candidat républicain, avec des affiches demandant la libération « des prisonniers du J6 ».

« Ils s'attendent à une grâce de M. Trump », souligne Mme Farnam.

Le mois dernier, sur Truth Social, le groupe des Proud Boys du Kentucky déclarait « soutenir [M.Trump] et se tenir à ses côtés », une formulation qui rappelle les mots de M. Trump au sujet des Proud Boys lors d'un débat pendant la campagne de 2020. Il faisait aussi la promotion d'un événement à Lexington qui, ajoutait-il, était organisé par des chrétiens conservateurs.

Un membre du groupe a expliqué au WSJ que ses camarades et lui n'avaient pas l'intention de se regrouper le jour de l'élection, mais qu'il était possible que certains assistent à l'investiture de M. Trump s'il était élu. Pour faire la fête et pour faire parler de ceux qui sont en prison à cause des émeutes de 2021.

Certains membres des Proud Boys revendiquent aussi leur soutien aux propositions de M. Trump, notamment en matière d'immigration.

Sur le groupe de l'Ohio, un message affirmait récemment : « 20/01/2025 : Trump est investi à la présidence. 21/01/2025 : les Proud Boys et moi, on commence les expulsions. »

**Tawnell D. Hobbs et Jennifer Levitz**  
Joe Barrett et Sadie Gurman ont contribué à cet article  
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



Les Proud Boys se vantent d'avoir participé aux meetings de Donald Trump pour le protéger.



INDECIS

Suite de la page 1

L'ex-président à se tourner vers l'autre moitié du vivier électoral pour combler cet écart.

Le républicain possède une avance significative dans plusieurs catégories d'électeurs à tendance abstentionniste. Le sondage réalisé par le WSJ fin octobre a ainsi révélé que M. Trump devançait la vice-présidente de 14 points chez les Américains ayant voté lors des deux dernières présidentielles, mais pas lors des deux dernières

« Ce qui différencie les indécis des autres catégories d'électeurs, c'est qu'ils suivent beaucoup moins l'actualité »

élections de mi-mandat. Il menait également – de 10 points – chez ceux qui étaient en âge de voter lors des deux dernières présidentielles, mais n'avaient participé qu'à l'une d'entre elles ou à aucune des deux.

M. Harris jouit, elle, d'un avantage encore plus marqué – environ 20 points – au sein d'un autre groupe peu motivé pour voter : les électeurs de moins de 26 ans, trop jeunes pour voter lors de l'une ou des deux dernières présidentielles.

Alors que les équipes de campagne et certains d'organismes qui leur sont affiliés touchent massivement le public

sur les chaînes de télévision hertziennes et câblées, la plupart des publicités destinées aux électeurs peu assidus sont diffusées sur des plateformes de streaming qui permettent aux annonceurs de spécifiquement les cibler.

Ce ciblage personnalisé est parfois suivi d'un dispositif de suivi permettant de déterminer si la publicité a eu l'effet escompté, chose qui peut être mesurée avec précision. Sur les quelque quatre millions d'électeurs potentiels du Parti républicain que MAGA Inc. vise parce qu'ils n'ont pas participé aux trois dernières élections, près de 20% avaient, en date du 31 octobre, voté de manière anticipée, déclare David Lee, directeur exécutif du super PAC. Cela montre la capacité de ces publicités à influencer le comportement des électeurs, ajoute-t-il.

Selon les équipes de campagne, de nombreux électeurs à tendance abstentionniste ont besoin d'un stimulus pour soutenir leur candidat et se décider à aller voter.

« Ils ne sont pas indécis, mais ils sont encore en train de peser le pour et le contre » concernant le choix qui leur convient le mieux, estime un sondeur qui travaille pour l'équipe de Mme Harris.

« Ce qui différencie ces Américains à tendance abstentionniste des autres segments de l'électorat, c'est qu'ils suivent beaucoup moins l'actualité. Et ils commencent à s'y intéresser bien plus tard que les autres. »

L'ultime opération de mobilisation menée ce week-end est la conclusion d'un long travail de sensibilisation. De nombreux électeurs ont déjà été sollicités par des démarcheurs à domicile ou ont vu des publicités destinées à les persuader que l'un des candidats était le meilleur.



Selón les deux équipes de campagne, de nombreux électeurs à tendance abstentionniste ont besoin d'un stimulus pour se décider à aller voter.

Les républicains affirment qu'ils ont revu leur stratégie en matière de porte-à-porte afin de s'adresser plus directement aux personnes susceptibles de ne pas voter. « Par le passé, nous avions tendance à frapper à presque toutes les portes possibles et imaginables. Or, nous pouvions aussi bien tomber sur un électeur assidu que sur un abstentionniste », a déclaré cette semaine Michael Whatley, président du Comité national républicain, le principal organe de campagne du Grand Old Party (GOP), dans « Ruthless », un podcast conservateur.

« Cette fois-ci, nous avons décidé de nous concentrer quasi exclusivement sur ceux qui se rendent rarement aux urnes...

Nous devons les arracher à leur canapé. C'est une nouvelle approche », a ajouté M. Whatley.

Mais certains républicains craignent que l'équipe campagne de M. Trump n'ait commis une erreur en confiant ses opérations de terrain à un ensemble d'organisations extérieures au parti et que les efforts du GOP en matière de porte-à-porte n'en pâtissent.

Jusqu'à récemment, les républicains étaient meilleurs pour inonder les boîtes aux lettres, un autre moyen de communication destiné à convaincre individuellement les électeurs, selon un groupe démocrate qui suit les initiatives en matière de publipostage.

Fin septembre, l'équipe de campagne de Trump et les groupes conservateurs étaient

à l'origine de plus de 80% des courriers relatifs à la présidentielle, selon Mintt, qui recrute des panélistes dans les Etats clés afin qu'ils lui envoient des photos des dépliants politiques qu'ils reçoivent. L'équipe de Mme Harris et ses partenaires ont récemment intensifié leurs efforts en matière de publipostage et en ont désormais adressé presque autant que le camp Trump, selon l'entité.

Certains de ces courriers tentent de pousser les électeurs peu assidus à aller voter. Mintt a collecté de nombreux documents de ce type envoyés par America PAC – le groupe pro-Trump financé par Elon Musk – exhortant les électeurs pro-républicains à demander des bulletins de vote par cor-

respondance, certains incluant même un formulaire à cet effet. D'autres courriers adressés par America PAC tentent de renforcer l'enjeu de la présidentielle pour ces électeurs, en affirmant, par exemple, que « la camarade Kamala va s'en prendre à votre portefeuille ».

Center for Voter Information a envoyé des lettres comportant l'historique de la participation de leurs destinataires aux dernières élections. Comme la publicité de Priorities USA, elles leur rappellent que leurs voisins pourront savoir s'ils ont voté cette année. Tom Lopach, président de cette structure, a écrit dans un e-mail qu'il ne coordonnait son travail avec aucun parti politique. Selon la Commission électorale fédérale, toutes les dépenses de Center for Voter Information en 2024 avaient pour objectif de faire obstacle à M. Trump.

Ce genre d'opérations cherchant à exercer une forme de pression sur les électeurs repose sur l'idée que le vote est un acquis social ou un devoir civique. Il ressort des études et de l'expérience acquise lors des précédentes présidentielles que ces méthodes sont efficaces, souligne Carter Kalkhik, cofondateur de Mintt et ancien analyste de données pour plusieurs campagnes présidentielles et pour l'AFL-CIO [NLDL : la principale confédération syndicale américaine].

« Nous sommes à peu près sûrs que cela augmente le taux de participation d'un voire deux points, en fonction de l'élection. C'est loin d'être négligeable », conclut-il.

Aaron Zitner  
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

## Doritos et Coca light, les vraies stars de la campagne électorale

Des Doritos. Du soda Mountain Dew light. De la nourriture de fast-food à n'en plus finir.

Donald Trump, Kamala Harris et leurs équipes de campagne se livrent à un match de ping-pong à travers le pays, opposant leurs visions très différentes pour les Etats-Unis avant le jour J du scrutin. Ils ont toutefois au moins quelques points communs : la caféine et les calories.

Le pays est à bout de nerfs à l'approche de l'échéance électorale. Au sein des équipes de campagne, le stress n'a fait qu'augmenter à mesure que les déplacements se multipliaient. Les sondages montrent en effet que les deux candidats sont presque à égalité, ce qui signifie qu'il n'y a pas d'Etat pivot où ils puissent se dispenser d'aller.

Mme Harris et M. Trump visitent régulièrement plusieurs

Etats clés par jour. La conséquence de cette course effrénée pour séduire les électeurs est que les candidats – mais aussi leurs équipes et leurs représentants – fonctionnent en dormant peu et en mangeant beaucoup de cochonneries.

Cette semaine, on a pu voir Mme Harris engloutir des Doritos au fromage Nacho alors qu'elle parlait avec son équipe dans l'avion, selon des photos prises par l'Associated Press. Ces chips croustillantes sont son en-cas préféré, a-t-elle déclaré, avec du fromage en poudre et tout le reste. Dans l'avion de son colistier, le gouverneur du Minnesota Tim Walz, les membres de l'équipe circulent au milieu des effluves de bretzels Dot's et de bœuf séché.

« Je me réveille généralement au milieu de la nuit ces jours-ci », a confié Mme Harris

lors d'un événement de campagne la semaine dernière dans le Michigan, après que Maria Shriver lui a demandé comment elle gérait le stress. Elle a ajouté : « Je fais de l'exercice. J'essaie de bien manger. J'aime ma famille et je m'assure de parler à mes enfants et à mon mari tous les jours ». Mme Harris a précisé qu'elle ne recourait pas aux bonbons à la marijuana, comme le font certains électeurs stressés, selon Mme Shriver.

Mme Harris a déclaré qu'elle donnait la priorité à l'exercice physique plutôt qu'au sommeil. M. Walz aime pour sa part courir. Il préfère normalement faire son jogging à l'extérieur, mais ces jours-ci, il a souvent été à la recherche d'un tapis de course dans les hôtels, selon son porte-parole, même s'il a fait du jogging lors de certaines escales dans les Etats clés. Le sexagénaire court généralement environ cinq kilomètres, à une vitesse de 10,5 km/h.

Dans l'équipe de campagne de M. Trump, le Coca-Cola et les fast-food sont les aliments de base, selon plusieurs collaborateurs. Pendant que M. Trump prononce son discours lors d'un rassemblement, certains d'entre eux vont chercher des sacs de nourriture pour l'ancien président et son équipe itinérante afin qu'ils soient prêts pour le vol de retour. McDonald's et Chick-fil-A sont les fournisseurs plus prisés. Les frites sont souvent froides lorsqu'on peut enfin s'asseoir pour manger, selon une personne.

« Vous êtes tout simplement heureux de pouvoir manger »,

confirme Karoline Leavitt, porte-parole de la campagne de M. Trump. Parfois, les membres de l'équipe choisissent des plats locaux, comme le barbecue en Caroline du Nord. A bord de l'avion, le staff regarde souvent un événement sportif, à moins que M. Trump ne décide pas de jouer les DJ et ne choisisse la musique.

En tout cas, quel que soit le vainqueur de l'élection, le réfrigérateur de la résidence du vice-président à l'Observatoire naval des Etats-Unis sera rempli de Diet Mountain Dew. M. Walz et son homologue républicain, le sénateur de l'Ohio J.D. Vance, en boivent en effet sans arrêt.

« Lorsqu'il monte dans une voiture ou entre dans une salle d'attente, il y a du Diet Mountain Dew quelque part », s'amuse Usha Vance, l'épouse du sénateur. Quant à M. Walz, il boit le liquide vert fluo le matin et pendant la journée. « C'est son café », observe son porte-parole Teddy Tschann.

Selon Mme Vance, le temps passé à faire du travail manuel avec leurs trois jeunes enfants a permis d'atténuer le stress de son mari. « Nous les avons emmenés avec nous récemment dans le Wisconsin et J.D. avait un emploi du temps assez chargé, mais nous avons eu une heure et demie pour bricoler en famille », raconte-t-elle, en soulignant que le colistier de M. Trump s'avère plutôt doué pour construire des monstres et faire de la peinture.

L'équipe de campagne a organisé l'emploi du temps de Mme Vance de manière à ce

qu'elle puisse se rendre à certaines étapes de la campagne après avoir déposé leurs enfants à l'école et rentrer à la maison pour le dîner et l'heure du coucher.

Les enfants, qui accompagnent parfois leurs parents dans leurs déplacements, apprécient beaucoup les spécialités locales rencontrées durant la campagne. « Ils ont mangé beaucoup de bonbons lorsqu'ils étaient à Hershey, en Pennsylvanie [NLDL : surnommée la ville du chocolat, patrie du groupe de confiserie Hershey] », précise Mme Vance.

Pour les candidats, les méthodes plus saines de gestion du stress sont parfois compliquées par des détails de sécurité et des agendas serrés. Selon M. Leavitt, la partie de golf hebdomadaire de M. Trump a ainsi été suspendue pour des raisons de sécurité et de calendrier, à la suite d'une apparente tentative d'assassinat contre lui sur un parcours de Floride. Aujourd'hui, il a intégré un geste de swing de golf quand il exécute la danse du YMCA à la fin de ses meetings.

Mme Harris a soulevé le problème de l'âge et de l'endurance de M. Trump, en affirmant que les récentes annulations d'interviews de M. Trump, âgé de 78 ans, étaient la preuve de son épuisement. M. Leavitt a répondu que ces allégations n'étaient pas vraies et que c'était l'équipe de campagne qui essayait de suivre le rythme de l'ex-président.

Celui-ci a formulé des allégations similaires à l'encontre de Mme Harris, tweetant jeudi qu'elle avait « peu d'énergie ».

Lorsque les caméras ont filmé la vice-présidente en train de bâiller cette semaine, le porte-parole de M. Trump, Steven Cheung, a tweeté : « Kamala ne fait pas partie de cette vie. Elle est tout en freins, sans gaz », un détournement de l'expression inverse « tout en gaz, sans freins » que les membres des deux campagnes aiment à répéter alors qu'ils s'activent sans pouvoir dormir.

Au siège de la campagne de Mme Harris à Wilmington, dans le Delaware, le popcorn préparé au micro-ondes constitue le snack de prédilection, selon les membres de l'équipe. En Floride, au quartier général de la campagne de M. Trump, les pouelles sont pleines de Celsius, une boisson énergisante fruitée, indique M. Leavitt.

Tout le monde dans la campagne ne s'aventure pas sur un terrain aussi peu sain. Robert F. Kennedy Jr, un allié de M. Trump qui a contribué à ajouter un programme « Make America Healthy Again » à sa plateforme, donne la priorité au jeune intermittent et à la méditation, selon un porte-parole. Comptant parmi les représentants les plus importants de M. Trump, M. Kennedy est souvent sur la route pour faire campagne pour le républicain.

Son en-cas de prédilection ? Des amandes biologiques et des mangues séchées, selon sa porte-parole.

Natalie Andrews  
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original



La semaine dernière, Kamala Harris a été prise en photo en train d'engloutir des chips Doritos à bord d'Air Force Two.



# Abonnez-vous à l'Opinion

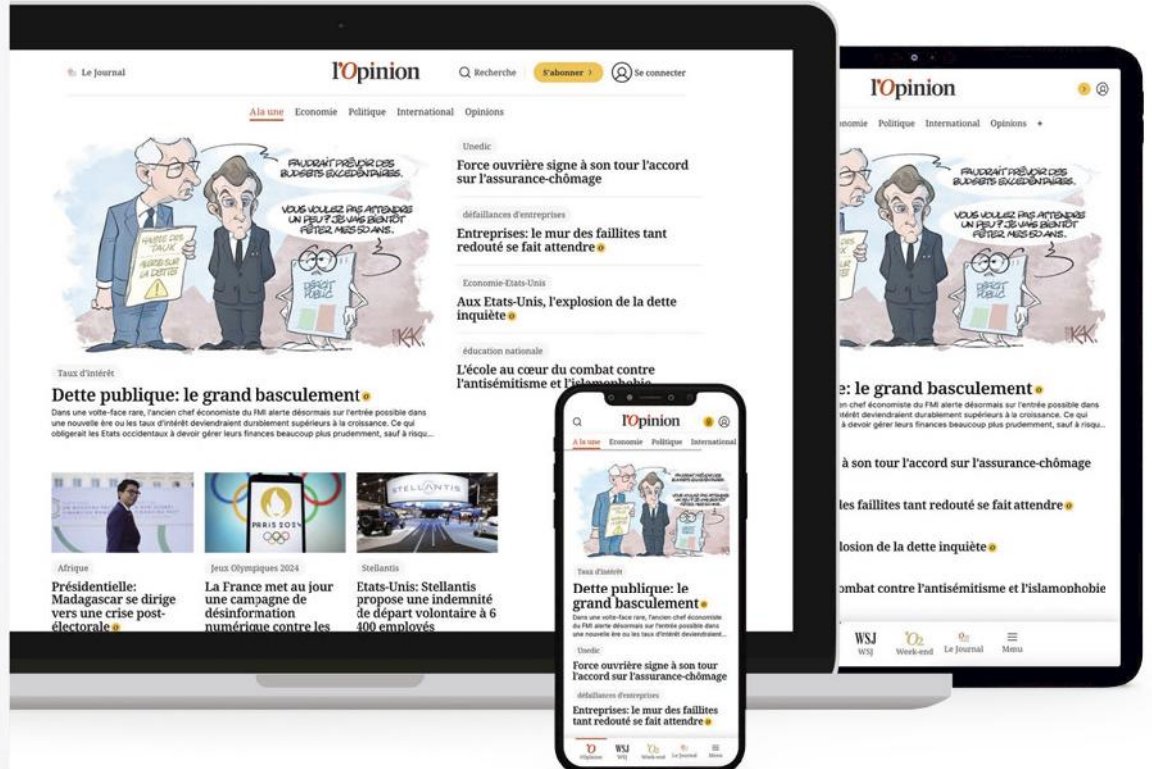
Le meilleur moyen d'avoir la vôtre

## OFFRE INTÉGRALE

sans engagement

9€<sup>TT</sup><sub>90</sub>  
le 1<sup>er</sup> mois  
puis 25,90 €/mois

Le journal en version papier et numérique



## Les avantages de l'offre intégrale

- 1 | Le journal papier livré chez vous du lundi au vendredi
- 2 | L'accès au journal numérique dès 20h, la veille de sa parution
- 3 | Les articles réservés aux abonnés accessibles depuis le site ou l'application
- 4 | La sélection quotidienne des meilleurs articles de « The Wall Street Journal » en français + l'accès au site en illimité

FLASHEZ CE QR CODE POUR VOUS ABONNER !

